

EUROPE	Liberté religieuse et Union Européenne: un <i>memorandum</i> de la COMECE, 1 J. Weiler : « Peut-on devenir intolérant au nom des droits de l'homme ? », 3 XIV Europäisches Forum zu einer 'Kultur der Liebe', 4 Enseignement de l'islam en Europe et formation des cadres religieux, 4 L'enseignement du fait religieux est l'antidote à l'islamophobie, 6
BELGIQUE	Léonard sparks protests over attack on RE teachers, 6
ESPAÑA	La futura ley de Libertad religiosa desarrolla la 'laicidad del Estado', 7
FRANCE	L'enseignement du fait religieux : un bilan mitigé, 8 L'Etat pourrait reconnaître les diplômes de théologie protestante, 9 La fédération des Etudiants Libres pour le maintien des crucifix, 10 Musulmans en école catholique, 10
GERMANY	Teologie e Religioni nelle Università tedesche, 10
ITALIA	▶▶▶ IRInews2010@gmail.com
MOLDOVA	Manifestazione popolare a favore della religione nelle scuole, 12
RUSSIA	Resolution of the XIV World Russian People's Council on Education, 12 Il All-Russian Olympiad on the fundamentals of Orthodox culture, 12 Thousands of students obliged to participate in Orthodox procession, 13 Per gli Ortodossi "deve cessare il monopolio culturale darwinista", 13 Teaching religion in state and municipal schools – an experiment 2010-2011, 14
UNITED K.	New guidance on Primary RE is « multi-faith mish-mash », 14 Churches "must contribute to Europe's future", 15 «Il dialogo con i diversamente credenti comincia dai banchi di scuola», 15
BREVI	Belgique – Deutschland – France – Kazakhstan – Kosovo – Russia – Schweiz, 17
OPINIONI	Jerzy Buzek – m.fa (<i>corsera</i>) – Alberto Lepori – Antoine Messara – Olivier Roy, 18
BIBLIOTECA	Research and essays on Religious Studies and Religious Education, 19
EVENTI	Oslo – Pretoria – San Gimignano – Toronto – Utrecht – Valletta – Venice – Winchester 21

EUROPE / Liberté religieuse et UE : un mémorandum de la COMECE

EU167 - Bruxelles, Mai 2010. *L'Eglise catholique est préoccupée de longue date par les violations du droit à la liberté religieuse et les persécutions religieuses dans le monde. Mandatée pour accompagner les politiques de l'UE, la COMECE, lors de son assemblée plénière de l'automne 2008, avait à cet égard décidé la mise sur pied d'un groupe d'experts chargé de travailler sur la question. Le Mémorandum qui vient d'être publié (La liberté religieuse. Fondement de la Politique des Droits de l'Homme dans les relations extérieures de l'Union européenne, Mai 2010, 32 pp., www.comece.eu/publications ; disponible en français et en anglais) sur la liberté religieuse en est le produit accueilli favorablement par les Evêques. De leurs côtés, les institutions de l'UE prennent ces derniers temps conscience de manière croissante de l'importance de la protection et de la promotion de ce droit fondamental parmi l'ensemble des droits de l'Homme. La résolution adoptée par le Conseil de l'UE le 16 novembre 2009 avait à cet égard constitué une percée majeure en réaffirmant que l'Union « est résolument attachée à la promotion et à la protection de la liberté de religion ou de conviction » ainsi que « son intention de continuer à réserver une place prioritaire à ces questions dans le cadre de sa politique dans le domaine des droits de l'homme ». Nous reproduisons de suite, à titre de pages exemplaires, le 1^{er} et le dernier paragraphe du document.*

[...]

I. Les obligations et devoirs de l'Union européenne en matière de protection et de promotion des droits de l'Homme - L'UE et ses Etats-membres ont, pour obligation, de respecter, et, pour devoir, de promouvoir les libertés fondamentales, dont la liberté religieuse, en leur sein et dans le monde. Cela

signifie qu'ils sont censés garantir le respect de la liberté religieuse, dont la liberté de culte, entre autres, des minorités religieuses. Les fondements juridiques de cette obligation figurent dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE (art. 10.1) (2000), qui a repris l'art. 9.1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (1950), lequel se calque sur l'art. 18 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (1948) :

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites.

L'importance du droit fondamental à la liberté religieuse a récemment été rappelée par le Conseil de l'UE, dans la résolution qu'il a adoptée le 16 novembre 2009:

Le Conseil rappelle que la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction s'applique de façon égale à toutes les personnes. Il s'agit d'une liberté fondamentale qui englobe toutes les religions ou convictions, y compris celles qui ne sont pas traditionnellement pratiquées dans un pays donné, les convictions des personnes appartenant à des minorités religieuses, ainsi que les convictions non théistes ou athées. Elle comprend également le droit d'adopter ou d'abandonner de plein gré une religion ou une conviction, ainsi que d'en changer.

L'adoption de cette résolution par le Conseil de l'UE est un grand signe d'espérance et les institutions de l'Union sont vivement encouragées à poursuivre dans cette voie.

[...] **Recommandations** - *Les institutions de l'UE doivent assurément poursuivre leurs politiques de protection et de promotion des libertés fondamentales à l'égard des pays tiers où la liberté religieuse - dont celle des minorités religieuses (notamment, les minorités chrétiennes) - est violée. Il leur est recommandé en particulier :*

1. **de signifier** aux pays tiers défaillants en matière de liberté religieuse que celle-ci aussi constitue un droit fondamental essentiel à respecter parmi les droits de l'Homme et de rendre davantage effectives les conditionnalités figurant en la matière dans les accords bilatéraux avec ces pays;
2. **d'inciter** les pays tiers qui n'ont pas signé ou ratifié les conventions établies dans l'esprit de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme (1948) à le faire (ceci concerne notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966, dont l'art. 18 garantit la liberté religieuse) ;
3. dans les cas où les pays tiers ont pris des engagements dans le domaine de la liberté religieuse ne sortant pas tous leurs effets, **de les inciter** à les mettre en œuvre en veillant à l'effectivité du droit ;
4. en cas de discriminations et persécutions rencontrées en matière de liberté religieuse impliquant des individus et des groupes, indépendamment des autorités politiques et publiques, **de signifier** aux pays tiers défaillants que l'Etat a le devoir de protéger tous ses citoyens, quelle que soit leur appartenance religieuse; à cette fin notamment, d'inciter les pays dans lesquels une loi contre le blasphème est instrumentalisée en vue de persécuter les minorités religieuses, d'utilement l'amender ou l'abolir ;
5. dans le Rapport annuel de l'UE sur les droits de l'Homme, **de procéder** à un examen approfondi de la situation de la liberté religieuse dans le monde et de formuler des recommandations en vue de l'améliorer ;
6. **de soutenir** les dialogues menés avec les autorités religieuses et les structures de dialogue inter-religieux des pays tiers en vue de favoriser le respect de la liberté religieuse et des attitudes d'ouverture envers les minorités religieuses ;
7. en vue de l'objectif précité, **de donner** la voix aux représentants de communautés religieuses persécutées dans le monde et aux Eglises, dont la connaissance de terrain dans ce domaine en fait des partenaires privilégiés pour les autorités publiques, et de soutenir les ONG des Etats membres et des pays tiers qui luttent en faveur de la liberté religieuse dans le monde.
8. Dans ses rapports sur la situation des droits de l'Homme dans le monde, la Sous-commission « Droits de l'Homme » de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen **est appelée à consacrer** une section spécifique à l'état de la liberté religieuse.
9. Les délégations interparlementaires du Parlement européen avec les pays tiers défaillants dans le domaine de la liberté religieuse **sont appelées à consacrer** une partie de l'ordre du jour de leurs sessions de travail à ce sujet.
10. Le Haut-Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité **est invité** à pleinement intégrer la liberté religieuse dans les politiques de droits de l'Homme de l'Union. Pour agir à cette fin, il lui est recommandé de veiller à pourvoir le Service européen pour l'Action extérieure (SEAE) d'un pôle 'religion' dédié à la cause de la liberté religieuse et au rôle des acteurs religieux dans la prévention et la résolution des conflits, ainsi que dans la reconstruction post-conflits (processus de réconciliation).

11. Enfin, dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 17 du Traité de Lisbonne sur le fonctionnement de l'UE, qui garantit un dialogue ouvert, transparent et régulier entre celle-ci et les Eglises, **il est recommandé de donner** au droit à la liberté religieuse une place centrale dans l'agenda qui sera établi.

EUROPE / J.Weiler: « Peut-on devenir intolérant au nom des droits de l'homme? »

EU168 - Strasbourg, 30 Juin 2010. **Joseph Weiler**, professeur de droit à l' University School of Law de New York, a défendu le crucifix, ce mercredi, devant la Grande Chambre de la Cour européenne des droits de l'homme (ECHR). Sa défense a été entendue par 17 juges dont Jean-Paul Costa, président de la Cour, lors d'une audience sur l'affaire *Lautsi v. Italy*, ou « l'affaire du crucifix », concernant le droit ou non de l'Italie de mettre des crucifix dans les salles de classe des écoles publiques [v. *EREnews* 2010/1, p.2]. Joseph Weiler, qui est également professeur honoraire de l'Université de Londres, représentait à l'audience les gouvernements de l'Arménie, de Bulgarie, de Chypre, de Grèce, de Lituanie, de Malte, de Monaco, de Roumanie, de la Fédération russe et de Saint-Marin, qui se présentaient comme des tiers intervenants. L'affaire *Lautsi* a été renvoyée devant la Grande Chambre suite à la décision du gouvernement italien de faire appel, le 28 janvier 2010, après la publication d'un arrêt de la deuxième section de la Cour, le 3 novembre 2009, donnant raison à une citoyenne italienne d'origine finlandaise, Soile Lautsi qui avait demandé en 2002 que les crucifix soient retirés des salles de classe de l'école que fréquentaient ses enfants à Abano Terme, dans la province de Padoue.

« La Cour estime que l'exposition obligatoire d'un symbole d'une confession donnée dans l'exercice de la fonction publique relativement à des situations spécifiques relevant du contrôle gouvernemental, en particulier dans les salles de classe, restreint le droit des parents d'éduquer leurs enfants selon leurs convictions ainsi que le droit des enfants scolarisés de croire ou de ne pas croire. La Cour considère que cette mesure emporte violation de ces droits car les restrictions sont incompatibles avec le devoir incombant à l'Etat de respecter la neutralité dans l'exercice de la fonction publique, en particulier dans le domaine de l'éducation », précisait cet arrêt. Le professeur Weiler a expliqué qu'en Europe il n'existe pas de modèle unique de relations Eglise-Etat. Il suffit de voir les différences entre la laïcité en France et la laïcité en Grande-Bretagne où la Reine est chef de l'Eglise anglicane. La Suède, le Danemark ou la Grèce sont d'autres cas. Il a constaté que « dans beaucoup de ces Etats, des parties importantes de la population, voire même la majorité des habitants, ne se considèrent plus eux-mêmes religieux ». Et pourtant, l'utilisation de « symboles religieux dans l'espace public et par l'Etat, est acceptée par la population laïque comme appartenant à l'identité nationale et comme un acte de tolérance envers les autres citoyens ». « Il est possible qu'un jour, les habitants de Grande-Bretagne, en exerçant leur souveraineté constitutionnelle, se détachent de l'Eglise d'Angleterre, comme l'ont fait les Suédois », a-t-il expliqué ; c'est à eux de le faire et pas à la Cour, la Convention européenne sur les droits de l'homme n'ayant d'ailleurs jamais été conçue pour les forcer à le faire. « **Le message de tolérance envers l'autre ne doit pas se traduire par un message d'intolérance envers sa propre identité** », a-t-il ajouté.

■ **Nicola Lettieri**, qui représentait l'Etat italien a affirmé que si « un Etat possède un rapport privilégié avec une religion, s'il épouse des symboles religieux, ceci n'est en rien contraire à la Convention européenne sur les droits de l'homme. La seule limite à ne pas franchir est l'endoctrinement ou le prosélytisme ». « Si le crucifix est présent dans les classes, ce n'est pas pour une raison d'endoctrinement mais il s'agit de l'expression d'un sentiment populaire qui est à la base de l'identité nationale », a-t-il ajouté.

■ Le **Centre européen pour le droit et la justice** (ECLJ) était également tiers intervenant à l'audience de ce matin, aux côtés de 79 membres européens de parlements. Le directeur du ECLJ a expliqué qu'il était confiant et convaincu que la Cour comprendrait que « le droit des non-croyants à ne pas croire ne peut pas éclipser les droits des croyants (la « laïcité » n'est pas requise par la Convention) ». « Le ECLJ espère également que la Cour comprendra qu'elle ne peut pas et ne doit pas demander à un Etat de renoncer à son identité profonde au nom de la tolérance et de la philosophie des droits humains ». « Le vrai pluralisme commence avec le respect entre les pays », a-t-il commenté.

■ En plus des dix pays représentés par Joseph Weiler, ayant demandé officiellement à pouvoir intervenir, d'autres Etats ont donné leur soutien officiel à l'Italie dont l'Ukraine, la Moldavie, l'Albanie et la Serbie. Grégor Puppink estime que l'ampleur de ces interventions est sans précédent et que ceci témoigne de l'importance de cette affaire pour l'Europe. La décision de la Grande Chambre de la Cour ne sera probablement pas rendue publique avant l'automne, peut-être même à la fin de l'année.

(*Jesús Colina, Agence Zenith: <http://lessakele.over-blog.fr/article-un-professeur-juif>*)

EUROPE / XIV Europäisches Forum zu einer 'Kultur der Liebe'

EU169 - *Bildung und Erziehung zu einer "Kultur der Liebe"*: so der anspruchsvolle Themenkreis, der auf dem XIV. Europäischen Forum zum schulischen RU erörtert wurde (Rom, 7-11 April 2010). Die Teilnehmer repräsentierten sowohl den Westen Europas (Spanien, Deutschland, Belgien, Niederlande, Österreich, Italien) als auch seinen Osten (Kroatien, Tschechische Republik, Polen, Lettland, Litauen), wodurch eine fruchtbare Auseinandersetzung zwischen doch sehr verschiedenen kulturellen, historischen und rechtlichen Situationen möglich wurde.

1. Die bereits zur Tradition gewordene Einladung an Vertreter von CoGREE (*Coordinating Group for Religion in Education in Europe* - www.cogree.com) wurde diesmal von **Swier Frouws**, dem Generalsekretär von CoGREE wahrgenommen. In seinem Statement wies er auf die gemeinsame Wahrnehmung der Vertretung des RU in den Gremien der EU hin. Diese in ökumenischer Verbundenheit zu diskutieren und Lösungsansätze zu versuchen, wird auch durch die Mitgliedschaft von EuFRES bei CoGREE bestätigt. Eine gemeinsame Erklärung zum RU wurde präsentiert. Bei der Eröffnung wies Kardinal **Zenon Grocholewsky**, der Präfekt der Bildungskongregation, insbesondere daraufhin, dass weltweit immer mehr die grundlegenden Rechte auf Religionsfreiheit und das Vorrecht der Eltern auf die Erziehung ihrer Kinder beachtet werden. Damit sei grundsätzlich die Möglichkeit der religiösen Unterweisung zunehmend gesichert. Anschließend kam **A. Campoleoni**, zu Wort und präsentierte die von der Italienischen Bischofskonferenz angeregte Studie zum „Religionsunterricht - eine Ressource für Europa“, in der die Situation des katholischen RU in den europäischen Ländern dargestellt wurde.

2. Den soziologischen Befund über die Lage und Interessenssituation der Jugendlichen in Europa präsentierte mit „*Neue Generationen und Erziehungseinrichtungen in Europa der Verwirrungen*“, Pedro **G. Blasco**, Professor für Soziologie, Madrid. Darauf aufbauend skizzierte Prof. **Gaetano de Simone** aus Rom in seinem Referat »Für eine Kultur der Liebe -Das Angebot der Katholischen Soziallehre für heute« ausgehend von den Aussagen der kirchlichen Soziallehre der Kirche, insbesondere aus der aktuellen Enzyklika *Caritas in veritate*, Ansätze für eine Kultur der Liebe. In ihrem Vortrag *Was junge Menschen heute brauchen, um die Zukunft bestehen zu können* stellte **Regina Polak**, vom Institut für Praktische Theologie der Universität Wien, fest, dass Jugendliche von einer dreifachen Sehnsucht geprägt seien: Sehnsucht nach Trans-Formation, einer Änderung der Institutionen, Sehnsucht nach Liebe und Gerechtigkeit und einer Sehnsucht nach einem weiteren Horizont.[...]

3. Statutengemäß wurde das **Kuratorium** für die Amtsperiode bis 2014 neu gewählt: Revilla Cunado Avelino aus Madrid wurde zum Präsidenten (2.Periode) gewählt, P. Gerd Birk aus München, Johann Hirsch aus Wien, Filippo Morlacchi aus Rom und Ludmilla Muchova aus Budweis zu Mitgliedern des Kuratoriums. Deren Aufgabe wird es sein das nächste Forum (11-15. April 2012) in Madrid vorzubereiten.

4. Darüber hinaus informierten einige Teilnehmer in kurzen Statements über aktuelle Entwicklungen im Bildungssystem des eigenen Landes, die mit großem Interesse aufgenommen und diskutiert wurden. Die lebhafteste und konstruktivste Debatte, die eigentümlicherweise durch das ständige Hin- und Herübersetzen zwischen den verschiedenen europäischen Sprachen, um es allen zu ermöglichen, dem Gespräch zu folgen, nicht ermüdete, sondern bereichert wurde, war ein wahres Beispiel für das freundschaftliche und kooperative Zusammenleben in einem, immer mehr multikulturellen und multireligiösen Europa. Die Erfahrung des einen, gemeinsamen Glaubens und die gegenseitige Bestätigung im Engagement für die Weitergabe dieses Glaubens und der christlichen Kultur an die nächste Generationen, hat die Teilnehmer eng vereint, durch das gegenseitige Kennenlernen sind neue Freundschaften entstanden und alle fühlten sich, trotz aller Schwierigkeit, aufgefordert, mit neuer Zuversicht in die Zukunft zu blicken.

Rom, 11. April 2010. www.eufres.org

EUROPE / Enseignement de l'islam en Europe et formation des cadres religieux

EU170 - Strasbourg, 31 mars 2010. L'islam d'Europe peut prétendre aux mêmes droits que les autres cultes, mais il doit améliorer la formation de ses cadres et s'adapter aux pays qui l'accueillent, ont estimé des responsables musulmans lors d'un colloque qui a eu lieu à Strasbourg les 29-30 mars dernier [v. *EREnews*, 2010/1,4-5]. La plupart des participants, qui réunissait à Strasbourg quelque 150 spécialistes venus de sept pays européens, ainsi que du Maroc et du Liban, ont plaidé pour que **l'islam puisse trouver sa place dans les écoles**. Certains pays se sont d'ailleurs déjà dotés de cours de religion musulmane dans l'enseignement public: c'est le cas notamment en Espagne, dans certains États régionaux allemands, ou encore en Belgique, où cette matière scolaire existe depuis 1974. En France, où le principe de laïcité interdit le cours de religion à l'école - sauf en Alsace et en Moselle -, les responsables musulmans préfèrent parier sur le développement de l'enseignement du "fait religieux", qui inclurait tous les cultes. Au-delà, les participants ont insisté sur la nécessité de bien former les "cadres religieux" - imams, aumôniers, et de manière générale tous ceux qui prennent en charge l'enseignement de la religion aux jeunes.

Le débat sur cette question s'est souvent focalisé sur les **compétences linguistiques** des imams, et sur leur supposée insuffisante maîtrise de la langue de leur pays d'accueil. Mais pour Abdellah Boussof, secrétaire général du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME) et ancien responsable du projet de Grande mosquée de Strasbourg, "le vrai problème est la **formation théologique**, et non linguistique". "Il faut réformer l'enseignement de la théologie, et y introduire un enseignement sur les droits de l'homme, l'égalité des sexes, la diversité et le pluralisme", détaille-t-il. Pour Mohamed Moussaoui, président du Conseil français du culte musulman (CFCM), "il y a actuellement un déficit de formation des cadres religieux, mais les choses s'améliorent". "Les imams venus de l'étranger ont besoin d'une formation complémentaire à caractère profane, sur la laïcité, le droit et les institutions français, et à l'inverse les jeunes nés en France ont besoin d'une vraie formation théologique initiale".

En matière de formation, c'est surtout la communauté musulmane qui doit trouver en elle les "ressources humaines" pour mettre en place des filières d'excellence, estime le président du CFCM. "Là où c'est possible, il est tout à fait légitime qu'une **faculté de théologie musulmane** se mette en place", éventuellement avec un soutien financier partiel des pouvoirs publics, pour les matières non religieuses. "Cela ne heurterait en rien la laïcité", observe-t-il.

Les participants au colloque ont également réclamé une **égalité de tous les cultes en Europe**. "Les sociétés européennes doivent garantir l'égalité de traitement entre tous les cultes, et en ce domaine il y a encore des inégalités", résume Driss El Yazani, président du CCME. "Sur le plan légal nos droits sont garantis, en théorie en tout cas, mais dans la pratique c'est plus compliqué", par exemple pour avoir accès à des lieux de culte décentes, ajoute-t-il. **L'Europe ne doit cependant pas être la seule à s'adapter**. "Nous disons aux communautés musulmanes: il faut adhérer profondément au patrimoine des sociétés dans lesquelles vous vivez, il faut apprendre à discuter avec les autres cultes ou écoles de pensée, y compris les athées ou les francs-maçons", observe M. El Yazani. (par Arnaud Bouvier, *AFP/Echos.fr*. 31 mars 2010).

► *Documento* - **La «teologia islamica», gli studi accademici sull'islam**

*Il Consiglio per le Scienze della Repubblica federale di Germania ha pubblicato il 1° febbraio 2010 un ampio Rapporto su **Teologie e Religioni nelle Università tedesche** (vedi infra: <Germania>), nel quale trovano spazio alcune precisazioni sulla nozione di "teologia islamica", che si ricollegano tra l'altro ai dibattiti del recente Colloquio di Strasburgo, riferiti nella notizia che precede.*

"Nell'autodefinizione islamica il termine «teologia islamica» è abbastanza consueto, ma si riferisce originariamente a quei discorsi scolastici islamici che i musulmani chiamano *kalam* (discorsi) o *'ilm ilahi* (calco dal greco, che significa letteralmente «scienza riferita a Dio»). Quello che oggi s'intende con «teologia islamica» è in ambito arabo «studi religiosi (arabi)» e «studi arabistici della religione» (*'ulum ad-din al-'arabiya*). In Turchia queste facoltà vengono di solito dette «facoltà teologiche» (*ilahiyyat fakultesi*).

Il campo del sapere islamico viene strutturato in maniere molto diverse tra loro a seconda delle istituzioni accademiche trainanti: in Egitto (Università al-Azhar del Cairo), in Arabia Saudita (Università Umm Al-Qura della Mecca), in Iran (Università Azad di Ghom), in Turchia (Università di Ankara) o in Pakistan (Università islamica internazionale di Islamabad). Si distingue in molti modi, sul piano normativo, tra dogmatica e giurisprudenza islamica. Si aggiungono poi altri settori, come quello della lingua e letteratura araba, della storia e civilizzazione islamica, della scienza comparata delle religioni. Non si percepisce una suddivisione del sapere islamico che sia unitaria a livello internazionale.

Le scienze coraniche che si occupano del Corano e della trasmissione dei testi rivelati, sono spesso associate, come campi trasversali, a tutte le discipline; ma possono anche essere istituzionalizzate come materie a sé stanti, come avviene in Arabia Saudita. In contesti sciiti la filosofia viene considerata parte integrante del canone delle scienze islamiche. Quando si fondano nuove università vi è la tendenza a sintetizzare tutte queste discipline sotto il titolo di «Sapere rivelato islamico e scienze umane», cui sono associate anche discipline sociologiche, psicologiche, storiche e di scienze politiche. In genere si profila la tendenza a mettere in connessione le discipline di questo gruppo di scienze orientate in senso normativo con quelle a carattere storico-ermeneutico.

Nel sistema accademico tedesco, questi campi di sapere degli studi islamici si svilupperanno negli ambiti circostanti le teologie cristiane. Anche questo aspetto spiega il fatto che l'uso della terminologia «teologia islamica» si sia già stabilito in Germania nel dibattito socio-politico sulle questioni riguardanti l'integrazione e la libertà religiosa. Per non nascondere le differenze che esistono rispetto alle teologie cristiane, e per corrispondere all'autocomprensione della dottrina islamica, nei suggerimenti si parla anche di studi islamici - un termine saldamente presente nel dibattito internazionale (da *Il Regno-doc.* 7/2010, p.249).

EUROPE / L'enseignement du fait religieux est l'antidote à l'islamophobie

EU171 - *Dans la société actuelle, les religions sont de plus en plus interpellées, provoquées. Mais les universités, et en général le monde académique, ne semblent pas être à la hauteur de cette tâche. Les communautés souffrent de la dichotomie entre la présence forte du religieux dans l'espace public et l'absence de renseignement du fait religieux dans les espaces universitaires et académiques. Selon le philosophe Mustapha Cherif, la présence en Europe de presque 20 millions de citoyens musulmans devrait inciter à découvrir et approfondir la religion musulmane et la proximité de ce monde. Le texte qui suit est signé par Marco Cesario.*

« Etudier et enseigner le fait religieux islamique plutôt que le simple culte musulman : qu'entend-on par cela? L'Institut International de la pensée islamique de Paris (IIIT) a essayé de répondre à cette question ambitieuse lors du 8ème congrès annuel des chercheurs sur l'islam consacré au 'fait religieux islamique en Europe'. Une journée d'études, qui a réuni des spécialistes et intellectuels de l'Islam comme Mohammed Mestiri (directeur de l'IIIT), Mustapha Cherif, philosophe et directeur du Master d'études islamiques au sein de l'Université de Barcelone, Stéphane Lation professeur à l'Université de Fribourg et Charles Saint-Prot, directeur de l'Observatoire d'Etudes géopolitiques de Paris.

Les débats ont abouti à un point central: l'Islam aujourd'hui ne devrait pas être considéré uniquement comme une discipline spirituelle ou une organisation culturelle du divin mais comme un 'fait', un phénomène. Les perspectives et la méthode des sciences humaines et sociales comme la philosophie, la sociologie, l'histoire, l'épistémologie et l'anthropologie devraient être appliquées au 'fait islamique'. Car l'Islam est un fait, un mouvement dans le temps et dans l'espace qui a traversé la diversité des époques et des sociétés. Trop souvent la perspective historique, anthropologique et en général scientifique s'est opposée à la perspective théologique ou spirituelle. En réalité ces deux approches ne s'excluent pas, elles peuvent collaborer dans l'interdisciplinarité et permettre à l'Islam d'avancer dans le 3ème millénaire. Mais pour atteindre cela, il faut sortir de la théologie pure et dure (et des appareils dogmatiques irréfutables) et intégrer la discipline scientifique des sciences humaines dans l'étude de l'Islam.

■ Selon Mohammed Mestiri, il faudrait **revoir l'idée de l'enseignement du fait religieux** car, d'un côté, on enseigne toujours un Islam 'contradictoire' et 'patrimonial' et de l'autre, on se focalise toujours sur le point de vue sociologique. Mestiri se demande pourquoi toutes les tentatives d'enseigner l'islam à un niveau universitaire ont été avortées. De ce point de vue, il y a un espoir que les tentatives des institutions privées (en Suisse, en Belgique, à Barcelone et bientôt à Strasbourg) puissent se transformer en dynamique d'enseignement sérieux. Dans la société actuelle, dépourvue de point de référence, les religions sont de plus en plus interpellées. Le problème est que la transmission de la voie religieuse ne semble pas être cohérente avec le retour en force de la revendication religieuse. Il y aurait un déficit du cadre de l'enseignement religieux non seulement islamique mais aussi chrétien, juif et des autres spiritualités. Les communautés en France et en Europe, selon Mestiri, souffrent de la **dichotomie entre la présence forte du religieux dans l'espace public et l'absence de l'enseignement du fait religieux dans les espaces universitaires et académiques.**

■ Pour le philosophe Mustapha Cherif, la présence de presque 20 millions de citoyens musulmans devrait inciter à découvrir et approfondir la religion musulmane et la proximité de ce monde. L'ignorance est la source du problème et la cause du prétendu choc des civilisations. Impossible de comprendre aujourd'hui le processus euro-méditerranéen, l'immigration, le mondialisation et la proximité entre les deux rives de la Méditerranée, sans avoir une connaissance adéquate de la religion et de la civilisation du monde musulman. Selon Cherif, à partir du 11 Septembre 2001, « nombre des conservateurs et spécialistes se sont inventé un ennemi en la personne du musulman ». La réaction à l'islamophobie est souvent le fanatisme intégriste. Enseigner l'Islam dans sa version civilisée, ouverte et authentique est, pour Cherif, la seule réponse objective aux discours des fanatiques qui alimentent la haine. Ceux-ci se cachent derrière le message de l'Islam pour véhiculer une haine politique ou sociale. Au XIX siècle, l'orientalisme a accompagné agressivement le colonialisme des pays musulmans tout en collectant des données utiles. Aujourd'hui, l'enseignement de la culture islamique a reculé et les médias ne retiennent que l'aspect déformé et les dérives politiques de cette civilisation. L'Islam est la seconde religion en Europe. Raison pour laquelle elle devrait être étudiée, enseignée et surtout pas ignorée ».

[www.marcocesario.it](http://www.marcocesario.it;); <http://www.resetdoc.org/FR/Islam-cherif-ecole.php>

BELGIQUE / Léonard sparks protests over attack on RE teachers

BE28 - The Brussels Archbishop André-Joseph Léonard has sparked protests from Catholic RE teachers in Belgian schools by saying their classes were a "hodge-podge of philosophical views" and must return to a clear focus on Christianity and Jesus. In an open letter, several Flemish teachers said their RE lessons could not be disguised catechism sessions meant to keep children loyal to the Church, as the

archbishop said they should in an interview after the Belgian bishops' *ad limina* visit to Pope Benedict XVI.

"A minority Church cannot use these classes to try to evangelise everyone with taxpayers' money," the letter said. Noting Archbishop Léonard had called for a clear line in teaching, one of the signatories, Antwerp teacher Jan Maes, said: "He wants a line, his line. That's not my line."

Archbishop Léonard, who replaced Card. Godfried Danneels in January, complained in a newspaper interview that there were now too many different teachers and curricula in RE in Belgian schools. Since children no longer learned the basics of faith at home, Catholic classes should focus on the essentials more clearly, he argued. Teachers and schools inspectors said the classes had changed along with Belgian society, which is increasingly secular and multicultural. Catholic schools now have many non-Catholic pupils. Mieke van Hecke, head of Catholic education services in Flanders, said RE teachers felt they were being made scapegoats for other problems such as falling vocations and Mass attendance. "The timing is especially bad," she added. "Because of the sexual-abuse crisis, religion teachers are under a lot of pressure in class. They could have used some support." The Catholic University of Leuven's theology faculty warned against polarizing the debate and said the current curriculum allowed teachers to explain Catholicism to pupils of different backgrounds. The archbishop's spokesman said: "The idea is to give more information so young people can make a life choice." (Tom Heneghan, *The Tablet* 22.5.2010).

■ **Leonard clarifies remarks on teachers.** The Brussels Archbishop Andre-Joseph Leonard has said recent criticism of him by Catholic RE teachers in Belgian schools was based on comments he made that were taken out of context and that he agreed with them that religious education classes were not meant to be catechism sessions, *writes Tom Heneghan*. Belgian media reports quoted the archbishop as telling a 7 May news conference in Rome that religion classes were a "hodge-podge of philosophical views" and must return to a clear focus on Christianity and Jesus. In an open letter, several Flemish teachers said their classes could not be disguised catechism sessions meant to keep children loyal to the Church. "In a multicultural society, where even many baptised pupils no longer go to church, this course is all the more useful for those who have chosen it at school," Archbishop Leonard said. "During the same news conference, I stressed that the Belgian bishops appreciate and support the precious work that religion teachers do. In future, I hope to continue the dialogue with them in a fraternal atmosphere of listening, rather than through the media." (*The Tablet*, 29 May 2010, 32)

ESPAÑA / La futura ley de Libertad religiosa desarrolla la "laicidad del Estado"

« ■ **No se podrán exhibir símbolos religiosos en los establecimientos y edificios públicos, salvo que tenga valor histórico-artístico, arquitectónico y cultural.** La prohibición no alcanza a los centros privados que presten servicios públicos ■ **Los actos y celebraciones oficiales no incorporarán ceremonias religiosas** ■ **La autoridad pública que participe en un acto religioso garantizará que no haya trato discriminatorio a ninguna confesión** ■ **La religiones de 'notorio arraigo' verán ampliados sus derechos** ».

ES44 - Madrid, Junio de 2010 - La ley de Libertad religiosa que prepara el Gobierno avanzará en la "laicidad del Estado". Así se llama uno de los capítulos del borrador que maneja el Ejecutivo y que obliga a los poderes públicos a mantener "la neutralidad ante la religión o las creencias y a evitar toda confusión entre funciones estatales y actividades religiosas".

Crucifijos y otros símbolos quedarán excluidos de las escuelas, hospitales y centros públicos, aunque se permitirán en los concertados. Los actos oficiales, como funerales de Estado, "se llevarán a cabo de forma que no integren ceremonias de carácter religioso", salvo que así lo soliciten los familiares de los fallecidos. Se limita también la actuación de las autoridades públicas. Si quieren participar en una misa, por ejemplo, tendrán que hacerlo sin quebrar "los principios de neutralidad y no discriminación". El Ejecutivo no ha decidido aún *cómo tratar el pañuelo islámico*. Por el momento no aparece ninguna restricción, más allá del orden público y los derechos de los demás, sobre símbolos religiosos individuales de quienes no representan al Estado. Se ampliarán derechos para las confesiones de notorio arraigo: mormones, testigos de Jehová, budistas y ortodoxos.

Los actos y celebraciones oficiales organizados por los poderes públicos "se llevarán a cabo de forma que no integren ceremonias de carácter religioso", dice el borrador de la Ley Orgánica de Libertad de Conciencia y Religiosa, norma que, según ha trascendido tras la visita de Zapatero al Papa, el Gobierno no va a poner en marcha hasta después del verano.

Laicidad del Estado. El texto, según confirman fuentes oficiales, habla, por primera vez, de la "laicidad del Estado" -es el título de un capítulo y de un artículo. En los artículos que desarrollan esta laicidad, sin

embargo, no se afirma que España será un Estado laico, sino que se habla solo de "neutralidad de los poderes públicos ante la religión o las creencias" y de la obligación del Estado de evitar "toda confusión entre funciones estatales y actividades religiosas".

Libertad de religión y de conciencia. La nueva ley servirá también para determinar el alcance de los derechos de libertad religiosa y de conciencia y para que se tenga más en cuenta la nueva realidad confesional de España en la que, en parte a causa de la inmigración, han crecido otras religiones; especialmente, el número de musulmanes (1,4 millones), protestantes (rebasan el millón) y cristianos ortodoxos (600,000).

Consecuencias concretas. Están fijadas en cuatro artículos. Aparte de regular los actos oficiales, el texto prohíbe los símbolos religiosos en determinados lugares: "En los establecimientos públicos no se exhibirán símbolos religiosos, salvo aquellos con valor histórico-artístico, arquitectónico y cultural protegidos por las leyes". Es decir, no podrá haber crucifijos en colegios ni hospitales públicos, ni tampoco en ayuntamientos o ministerios. Hay una excepción a esta regla en el texto. Pese a estar financiados con dinero público, los **colegios concertados** o los centros médicos privados con convenio con la Seguridad Social sí **podrán exhibir simbología acorde con su credo**. El Ministerio de Justicia estima, de todas formas, que un 80% de los símbolos carentes de valor artístico han sido ya suprimidos de los edificios públicos.

Las autoridades. Si acuden a "actos estrictamente religiosos", deberán hacerlo "de tal manera que no suponga una quiebra de los principios "de neutralidad y no discriminación", prosigue el texto. Es decir, que no solo deberán atender las invitaciones de la Iglesia católica y participar, por ejemplo, en procesiones, sino que también deberán acudir a actos de las demás confesiones como ya sucede, por ejemplo, en Ceuta con la Musala (rezo colectivo con el que finaliza el Ramadán), al que asisten el alcalde y el delegado del Gobierno. La mitad de la población de la ciudad es musulmana.

Funcionarios en actos religiosos. Su presencia está regulada de forma distinta a la de las autoridades. El texto establece que será siempre "voluntaria". El nuevo reglamento de honores militares se ha anticipado, en cierta medida, a la futura ley. Aprobado el 19 de mayo, estipula también que cuando Defensa autorice a escoltas o piquetes a asistir a celebraciones religiosas, la participación de los militares "tendrá carácter voluntario" y no tendrán que rendir honores al Santísimo, a la Virgen ni a los santos patronos. Esta participación de los funcionarios, incluso si es voluntaria, podría chocar, según expertos consultados por este periódico, con la "neutralidad" de los poderes públicos y con la obligación de evitar "toda confusión entre funciones estatales y actividades religiosas" que consagra la ley.

Símbolos religiosos individuales. La comisión que redacta el anteproyecto de ley no ha decidido aún si regulará o no en la ley los símbolos individuales que llevan, en espacios públicos, ciudadanos que no representan al Estado; prendas como el *hiyab* (pañuelo islámico), cuya colocación en abril sobre el cabello de Najwa Malha, alumna de un colegio de Pozuelo de Alarcón (Madrid), desató una polémica. "Es uno los asuntos que se siguen debatiendo", indican fuentes de la vicepresidencia del Gobierno. El ministro de Justicia, sí es favorable a legislar sobre el velo islámico. "Hay que precisar qué elementos religiosos de identificación personal puede portar un ciudadano dentro de los espacios públicos", afirmó el 4 de mayo en Telecinco. La ley "deberá ser clara" y aplicar "el sentido común y la tolerancia", insistió.

Expresar la religión propia. Uno de los contenidos de la libertad de conciencia es el derecho a "vivir y comportarse de acuerdo con las propias convicciones y creencias", que conlleva el de "expresar" la religión propia. Los únicos límites que recoge el texto son el orden público y los derechos de los demás. Pero la regulación que se propone es similar a la de la ley de libertad religiosa vigente, de 1980, que no consiguió dejar claro si el *hiyab* está jurídicamente permitido en aulas o salas de juicio o si cualquier colegio o juez puede impedir su uso.

Igualdad entre religiones. El Gobierno propone también *equipar prácticamente a las cuatro religiones* que gozan en España de "notorio arraigo" - *mormones, testigos de Jehová, budistas y ortodoxos* - con las tres que en 1992 firmaron acuerdos con el Estado: *musulmanes, protestantes y judíos*. La Iglesia católica goza de una situación mejor gracias a los acuerdos de 1979, y continuará manteniendo estos privilegios. Seguirá siendo, por ejemplo, la única confesión a la que los contribuyentes podrán dedicar el 0,7% de su IRPF. El borrador del proyecto de ley establece las condiciones (años de inscripción, número mínimo de lugares de culto, etcétera) para que otras religiones obtengan el estatus de "notorio arraigo" y la consiguiente capacidad de interlocución con el Estado, así como las ventajas fiscales que conlleva. Hasta ahora era la Comisión Asesora de Libertad Religiosa la que lo decidía, y sin criterios muy definidos. El hinduismo podría ser el primer candidato a conseguir esta condición con la nueva ley, que reconoce nuevos derechos para estas confesiones. (I.Cembrero y M. Ceberio, *El País* 13 de junio 2010) .

FRANCE / L'enseignement du fait religieux : un bilan mitigé

FR85 - « Le problème est celui de l'inculture des professeurs et des élèves sur un sujet aussi sensible. Les enseignants peu formés ne connaissent que ce qu'ils ont appris au catéchisme » (Maurice Sachot, Université de Strasbourg). Depuis le rapport rédigé par Régis Debray en 2002, l'enseignement

du fait religieux s'est imposé dans les programmes scolaires comme un élément de la culture commune. À ce titre, il est intégré depuis juillet 2006 au socle commun de connaissances et de compétences. La théorie est donc là, mais la pratique paraît moins évidente. Dès 2004 **Régis Debray**, déçu du manque d'implication politique, avait démissionné de l'Institut européen en sciences des religions (IESR), créé un an auparavant pour développer les ressources à destination des enseignants et des chercheurs. Lors du symposium *Enseigner le fait religieux*, organisé les 15 et 16 octobre 2009 à Dijon par le Centre universitaire catholique de Bourgogne (CUCDB), le philosophe précisait qu'au vu « des dernières déclarations du cardinal préfet de la Congrégation catholique pour l'enseignement, la visée médiatrice (de cet enseignement) n'est pas toujours bien comprise. Quant au ministre de l'Education nationale, il n'est pas intervenu sur le sujet depuis sa nomination en juin 2009. La revue **Religions et Histoire** consacre un numéro hors série (Mai 2010, éd. Faton, p. 80) aux actes de ce symposium. Une occasion de faire le point, vingt ans après le premier rapport sur le sujet. Du rôle des médias dans la vision que les élèves ont de la religion, jusqu'au développement d'une forme de religiosité « inculte », à travers les mouvements fondamentalistes, la revue dresse un état des lieux plus que mitigé.

Ce que semblent confirmer les professeurs, sur le terrain. « *Le problème est celui de l'inculture des professeurs et des élèves sur un sujet aussi sensible*, résume Arnaud de Soria, professeur d'histoire et de lettres en lycée professionnel. Du côté des élèves : *méconnaissance de leur propre tradition religieuse (les élèves musulmans prennent pour vérités établies des superstitions) et ignorance totale des traditions religieuses des autres. Du côté des professeurs : une formation parfois inexistante. Mais j'ose espérer qu'un enseignant est par nature quelqu'un de curieux qui va tenter de combler ses lacunes...* »

Pourtant, **les outils existent**. Depuis 2002, et malgré les débats autour des nouveaux programmes, le traitement du fait religieux est largement prévu par les textes officiels. Pour Laurent Wirth, doyen du groupe histoire-géographie de l'Inspection générale, « *il faut mesurer l'importance de ce qui a été entrepris. Grâce à l'IESR et aux plans académiques de formation, les enseignants disposent de ressources variées, notamment sur Internet. Bien sûr, certains élèves peuvent parfois remettre en cause la légitimité d'un professeur à parler de leur religion, mais ce n'est pas massif.* »

Refus de certains élèves d'étudier l'histoire des Hébreux ou de lire des textes extraits de la Bible, les tensions sont pourtant nombreuses, et « *s'accroissent depuis trois ou quatre ans* », selon Daniel Robin, cosecraire général du Snes, « *Quant à la formation continue, elle est sacrifiée, faute de budgets* », ajoute-t-il. Résultat : alors que tout le monde plébiscite l'enseignement du fait religieux, alors que les élèves, imprégnés des discours médiatiques, sont obsédés par le phénomène religieux, leurs lacunes sont immenses, comme leurs préjugés. « *La lettre de Nicolas Sarkozy aux enseignants, en 2007, parlait du fait religieux pour "aider à vivre ensemble"*, rappelle **René Nouailhat**, responsable de la mission *Enseignement et religions* au Secrétariat général de l'enseignement catholique, et organisateur du symposium de Dijon. Très bien, mais l'enjeu culturel, lui, *est passé sous silence* » Face à des élèves pour qui l'affirmation d'une identité personnelle prime sur les savoirs universels, la légitimité de l'école ne peut s'appuyer que sur cette dimension culturelle, en évitant la tentation d'esalter les différences.

(Natacha Polony, *La Croix*, 5 mai 2010)

L'Etat pourrait reconnaître les diplômes de théologie protestante

FR86 - Lors d'un discours à la Faculté de théologie protestante de Paris le 27 mai, Nicolas Sarkozy a préconisé la reconnaissance par l'État des diplômes délivrés par l'enseignement supérieur protestant. C'est une demande que les responsables de l'Institut protestant de théologie (qui comprend les facultés de Paris et de Montpellier) adressent depuis longtemps à l'État. En effet, comme pour les universités catholiques, ils se heurtent à la loi de 1880 qui donne à l'État le monopole de la collation des grades et des diplômes universitaires. Aujourd'hui, l'Institut de théologie compte environ 240 étudiants en formation diplômante à Paris, et un peu plus de 150 à Montpellier. La reconnaissance par l'État permettrait à ceux qui ne se destinent pas au sacerdoce de poursuivre des études dans d'autres domaines. De plus, comme le note Raphaël Picon, doyen de la faculté protestante de théologie de Paris, « *la non-reconnaissance des diplômes de théologie risque à terme de faire disparaître de l'espace intellectuel la théologie* », alors même qu'elle « *est un bien public, qui empêche les religions de devenir folles* ». Et, par ailleurs, l'accord signé entre le Saint-Siège et la France en 2008 pour les diplômes des universités catholiques a créé une inégalité de traitement pour la théologie protestante.

Pour les universités catholiques, placées devant la même difficulté de reconnaissance de leurs diplômes, la solution trouvée a été celle d'un accord diplomatique d'Etat à Etat, signé en décembre 2008, entre le Saint-Siège et la France. Or, il n'y a pas l'équivalent d'un État international côté protestant. L'idée serait donc de procéder à une forme de reconnaissance non pas du diplôme comme tel, mais de son équivalence à un diplôme de l'enseignement supérieur public. Un groupe de travail gouvernemental va se mettre en place sur le sujet. Alors que les universités catholiques ont demandé un accord pour l'ensemble de leurs diplômes, y compris les disciplines profanes, cette reconnaissance se limiterait pour l'université protestante à la théologie, dont les diplômes n'ont pas d'équivalent dans le public. Cela ne

devrait donc pas créer les mêmes difficultés auprès de certaines associations universitaires qui, soucieuses du respect de la laïcité, ont déposé un recours au Conseil d'État contre l'accord signé entre le Saint-Siège et l'État français. Reste à savoir si l'accord que signerait l'Institut protestant de théologie pourrait s'étendre à d'autres universités protestantes non pas réformées, comme celles de Paris et de Montpellier, mais évangéliques, comme celles de Vaux-sur-Seine et d'Aix-en-Provence.
(Isabelle de Gaulmyn, *La Croix*, 31 mai 2010, 22)

La Fédération des Etudiants Libres pour le maintien des crucifix

FR87 - Paris, 27 mai 2010 – La FEEL, créée en 2009, rassemble les étudiants des établissements privés, secondaires et universitaires, dans le but de promouvoir et défendre l'enseignement libre en France. En janvier 2010 elle a rejoint le réseau du MET (Mouvement des Etudiants) tout en conservant sa structure et ses spécificités. Ce 27 mai, à l'occasion du débat sur le crucifix interdit dans les salles de classe d'écoles privées (catholiques), où se déroulent les examens du Bac, la fédération a diffusé à la presse un communiqué que voici :

« La Fédération des Etudiants de l'Enseignement Libre (FEEL) déplore les relents laïcards d'une vision étreinte de l'éducation qui anime la volonté de retrait des crucifix dans les centres d'examen au Baccalauréat des établissements privés. La FEEL, premier mouvement représentant les étudiants et lycéens des établissements privés, rappelle que les établissements privés acceptent la mission de service public qui leur est confiée, dans la logique du contrat d'association en acceptant de participer à l'organisation des épreuves du Bac.

Ces établissements privés portent une histoire et un projet éducatif spécifique où la spiritualité et la religion tiennent une place importante, sans qu'elles ne soient pour autant imposées tant aux élèves qu'à la communauté pédagogique. La FEEL défend le respect de ces caractéristiques, dans le cadre d'une vision ouverte et apaisée de la laïcité, et demande que la présence discrète des crucifix soit maintenue dans les centres d'examen des établissements privés.

[http://e-deo.typepad.fr/mon_weblog/2010/05/etablissements - le 01.06.2010].

Musulmans en école catholique

FR88 - Une équipe de professeurs et d'éducateurs de l'enseignement catholique, coordonnée par Pierre Robitaille, responsable de la mission *Animation pastorale* du Secrétariat national de l'enseignement catholique, a réalisé seize fiches pour les établissements scolaires qui accueillent des élèves musulmans. Conçue avec le concours du Service national pour les relations avec l'islam (SRI), cette première série apporte des informations de base. Parmi les sujets traités : « Carême et Ramadan », « Les étapes de la vie dans la tradition maghrébine » ou encore « Le voile islamique ». Chaque thème est abordé de façon concise et argumentée, en évitant toute simplification réductrice. Dans la fiche « L'essentiel de la religion musulmane » est exposée, par exemple, ce qu'est la Révélation pour les musulmans : « *Le Dieu unique s'est fait connaître comme la seule vraie Divinité à Abraham. Il a déposé en lui la Loi primordiale originelle sans lui donner de livre. Il l'a transmise ensuite à Moïse dans le Livre de la Torah. Puis, Il l'a communiquée à Jésus, qui n'est pas Fils de Dieu, mais un simple homme et un prophète, en lui remettant le Livre de l'Evangile. Une des missions de Jésus a été d'annoncer la venue de Muhamjad. Enfin, Il a fait descendre du Ciel et transmettre le Livre du Coran à Muhammad, le dernier des prophètes.* »

Une deuxième série, actuellement élaborée par des chefs d'établissement, des personnes intervenant dans l'animation institutionnelle et des spécialistes du sujet, proposera un « *regard pastoral sur des situations scolaires* ». Trois thèmes y seront creusés : Rapport interculturel/interreligieux - Pratique de l'islam et établissement scolaire - Identité chrétienne et élèves musulmans

[Sylvie Horguelin, *Enseignement cath. Actualités*, mars 2010, 22 <http://vivreensemble.ec-ressources.fr>].

GERMANY / Teologie confessionali e scienze delle religioni nell'Università

DE58 - In Germania il Consiglio per le Scienze (Wissenschaftsrat) è un organismo che assiste il governo tedesco nella politica universitaria e nell'orientamento delle ricerche scientifiche. In un articolato Rapporto del 1° febbraio 2010, questo Consiglio ha ampiamente esposto le ragioni storiche, sociologiche e epistemologiche per ripensare i nessi strategici tra le scienze teologiche e non teologiche delle religioni nel quadro della secolare tradizione universitaria tedesca. Il Rapporto integrale e in versione originale è scaricabile da www.wissenschaftsrat.de, mentre ampi stralci tradotti in italiano sono pubblicati da Il Regno-doc 7/2010, 235-256, da cui estraiamo questi pochi paragrafi.

[...] Nelle università medievali la facoltà teologica era, accanto a quelle di medicina e legge, una delle tre facoltà superiori. Dalla metà del XIV secolo l'istituzione delle facoltà teologiche era parte integrante dello standard universitario. Questo stretto legame fra teologia e università prese corpo sotto il segno della *pluralizzazione confessionale* proprio nel panorama universitario di lingua tedesca. Il controllo di università territoriali dominate dalla *costante mono-confessionale* da parte dell'autorità divenne la regola del sistema accademico tedesco; esso ha lasciato le sue tracce fino a oggi, nella forma di specificità e tradizioni regionali e federali proprio nel campo delle teologie universitarie e della organizzazione regionale specifica del diritto ecclesiastico. Sotto questo punto di vista (dualismo confessionale e parità di diritto ecclesiastico), la Germania si differenzia dalla maggior parte dei vicini paesi europei. Questa antica differenza rispetto ad altri sviluppi nazionali è rimasta tale anche quando, con l'Illuminismo, i riferimenti sociali e normativi dell'università si sono modificati passo dopo passo fino a farla diventare il luogo della libera docenza e della libertà di ricerca.

Anche con la riforma neo-umanistica delle università le facoltà e gli istituti teologici rimasero in Germania parte del nascente dinamico sistema scientifico tedesco del XIX secolo centrato sull'università. Questo fatto ha avuto di nuovo delle ampie conseguenze sia per lo sviluppo delle discipline teologiche, sia per quello delle contigue facoltà di filosofia. L'organizzazione secondo il diritto ecclesiastico delle molte questioni comuni andò di pari passo con lo sviluppo delle università tedesche, in stretto collegamento con i grandi conflitti ideologici e politico-costituzionali tra conservatorismo e liberalismo della storia tedesca del XIX secolo. (...) Lo **sviluppo delle scienze della religione e della giudaistica** è avvenuto, sotto molti aspetti, all'ombra delle teologie cristiane. Di fatto queste ultime avanzano, fino a buona parte del XX secolo, una pretesa di monopolio per quanto riguarda l'interpretazione della religione e del cristianesimo nelle università. Nel XIX secolo gli ebrei tedeschi, durante il processo di emancipazione, hanno cercato di ottenere un inserimento universitario dei loro centri di formazione per il personale destinato al culto. Su questo sfondo, a partire dalla metà del XIX secolo, furono create delle istituzioni proprie di formazione come l'Istituto accademico superiore per la scienza ebraica a Berlino, il Seminario teologico ebraico di Breslau e diversi seminari ortodossi per i rabbini. Durante la dittatura nazionalsocialista tutti questi centri furono distrutti. Solo molto tempo dopo la fine della guerra, nel 1979, venne fondato prima l'Istituto accademico superiore per gli studi giudaici a Heidelberg e poi, nel 1990, l'Abraham-Geiger-Kolleg a Potsdam.

Per quanto riguarda lo sviluppo in Germania delle **scienze della religione**, fu decisivo l'intervento del teologo Adolf von Harnack nel 1901. Nelle scienze della religione, che fino ad allora non si erano ancora costituite come disciplina propria, Harnack distingue tra una branca teologica e una filologica, dove la prima è di competenza delle facoltà teologiche. Questo inquadramento continua a valere fino a oggi, infatti grandi settoimportanti di una facoltà teologica e quindi soggiacciono all'influenza delle Chiese cristiane.

Per quanto riguarda gli **studi islamici**, fino a poco tempo fa non era né prassi né qualcosa di immaginabile che dei musulmani venissero nominati per una cattedra nell'ambito di tale disciplina. Era ampiamente diffuso il timore che i musulmani non fossero capaci di dare forma a un approccio scientifico all'Islam.

Accanto alle teologie cristiane, e a differenza delle scienze della religione, in Germania da pochi anni viene portato avanti **un settore di insegnamento della religione ebraica e islamica** nel senso di una scienza basata su determinati vincoli religiosi. Tale fenomeno si è prodotto soprattutto nel contesto determinato dalla **formazione degli insegnanti di religione**, nell'Istituto accademico superiore per gli studi ebraici di Heidelberg o presso diverse sedi deputate alla formazione degli insegnanti di religione islamici. L'esito è stato che, nei tempi più recenti, nelle università tedesche, **accanto alle teologie cristiane, hanno avuto ampio sviluppo, con una loro indipendenza istituzionale, anche percorsi di studi islamici e giudaici**, che a loro volta possono presupporre vincoli religiosi di un tipo o dell'altro.

[...] Accanto alle sedi universitarie, che dispongono di facoltà teologiche, vi sono gli **istituti teologici** (28 evangelici e 26 cattolici) che provvedono alla **formazione accademica teologica degli insegnanti di religione**. Nel Land Baden-Württemberg tale formazione per gli insegnanti di religione nelle scuole elementari, medie e superiori a indirizzo tecnico-commerciale, viene svolta da sei istituti superiori pedagogici. A Berlino vi è una situazione particolare, poiché secondo l'art.13 §1 della Legge sull'istruzione, e l'insegnamento della religione è questione che compete esclusivamente alle comunità e filosofie religiose. Il fondamento di questo regolamento d'eccezione è la *Clausola di Brema**. Di solito nelle scuole di Berlino gli insegnanti di religione evangelica e cattolica non hanno una formazione teologica universitaria, ma intraprendono uno studio di pedagogia della religione presso l'Istituto superiore evangelico (e da poco tempo anche presso l'Istituto superiore cattolico).

* Con il nome di «**Clausola di Brema**» viene contrassegnato l'art. 141 della Costituzione federale, nel quale si statuisce che in quegli stati federali nei quali prima dell'entrata in vigore della Costituzione stessa sussistevano già delle regolamentazioni in materia d'insegnamento scolastico della religione, possono venire proseguite altre forme d'insegnamento rispetto all'insegnamento della

religione riferito a una confessione. La designazione «Clausola di Brema» non è presente nel testo legislativo; essa deriva dal fatto che tale eccezione fu accolta nella Legge fondamentale soprattutto per tenere conto della situazione dello stato federale di Brema. dove secondo la tradizione, e superando la separazione fra orientamenti di fede luterani e riformati, veniva insegnata «**storia biblica**» su una base generalmente evangelica, ossia senza riferimento confessionale. In questo caso non si tratta di un insegnamento della religione nel senso della Costituzione, poiché alla determinazione dei suoi contenuti non è preposta una comunità religiosa; ossia non si tratta di una questione comune (*res mixta*). L'art. 32 § I della Costituzione della Libera città anseatica di Brema afferma: «Le scuole pubbliche per la formazione generale sono scuole comunali con insegnamento di storia biblica su base generalmente cristiana non vincolato a una forma confessionale». La corte di stato del *Land* di Brema il 23 ottobre 1965 ha deciso che l'«insegnamento di storia biblica» sia da impartire su base generalmente cristiana e non su quella evangelica. Il reclamo costituzionale mosso contro questa interpretazione sia da parte evangelica sia da parte cattolica è stato respinto dalla Corte costituzionale il 13 gennaio 1971.

MOLDOVA / Manifestazione popolare a favore della religione nelle scuole

Chisinàu, 10 maggio 2010 - Più di 15mila persone hanno manifestato nelle vie della capitale della Moldova, Chisinàu, chiedendo che la religione torni a essere inserita nei curricula didattici delle scuole. Con vari slogan i manifestanti hanno voluto sottolineare che la religione ha un ruolo chiave nell'identità della nazione. La manifestazione, ampiamente partecipata, è stata la più grande dal 2009, quando, a seguito delle elezioni politiche, migliaia di oppositori invasero le strade e il Parlamento dopo la vittoria del partito comunista. Alla voce dei manifestanti si è unita quella del metropolita ortodosso di Chisinàu e della Moldova, Vladimir Nicolae Cantarian: «Vogliamo che la religione torni a essere insegnata nelle scuole, dopo che era stata esclusa dal regime sovietico». Già repubblica federata dell'ex Unione Sovietica, la Moldova è diventata indipendente nel 1991. In particolare, si chiede l'istituzione di un *corso di storia della religione ortodossa orientale*. La preponderanza dei fedeli nel paese appartiene alla Chiesa ortodossa di Moldova, che comprende circa il 95 per cento dei cristiani ortodossi dell'intera popolazione. La costituzione (art. 31) garantisce la libertà di coscienza e di religione. (OR, 11 maggio 2010) .

RUSSIA / Resolution of the XIV World Russian People's Council on Education

RU09 – [E.L.] Moscow, May 26, 2010. Within the XIV World Russian People's Council there was held a meeting of the section "Our new school, spiritual and moral education: traditions and innovations." The meeting was headed by Chairman of the Department of Religious Education and Catechism of the Russian Orthodox Church, Bishop Zaisky Mercury. As a result of the section's work there was adopted a resolution. Certain provisions of the resolution: *"The first steps of the experiment showed that the study of the foundations of religious culture in public schools is the minimum that can only help to touch the vast cultural heritage of Orthodoxy, and which cannot fully satisfy the orthodox families wishing to educate their children in the traditions of the Orthodox faith, to give them a good education from the Orthodox point of view on all school subjects. It is necessary not only to approve the teaching of Orthodox culture (or other traditional Russian religious cultures) as a full-fledged discipline at choice at state public schools, but also to create the Orthodox centers, where education would be constructed on the basis of the orthodox worldview, from kindergarten to university. The Authorities should take into account the opinion of the Church in the drafting of the Law on Education in the Russian Federation and other normative acts, which deal with education, federal state educational standards of the second generation, it should be organized a permanent monitoring of the experiment on the teaching course, " Fundamentals of religious culture and secular ethics" . It is important to create or to revise existing agreements on cooperation between the Russian Orthodox Church and the institutions of educational administration, because many of them need to be updated to respond to the changing modern conditions."*

[Official site of the Moscow Patriarchate - <http://www.patriarchia.ru/db/text/1167305.html>]

II All-Russian Olympiad on the fundamentals of Orthodox culture

RU10 – [E.L.] Moscow, April 15, 2010 Patriarch Cyril summed up the results of the II All-Russian Olympiad on the fundamentals of Orthodox culture. Since 2006, a project of the Olympiad on the fundamentals of Orthodox culture as a form of extra-curricular educational work with students of school grades 5-11. In 2008, the event managed to receive the all-Russian status, got the support of the Ministry of Education and attracted sponsors. In his speech the Patriarch Cyril cited statistics: in 2008 - 2009 academic year in the Olympiad were involved 13 thousand of young people, in 2009 - 2010 academic year - 45 thousand, number of participants has increased more than three times. Then, the Patriarch stressed the need to return to the Orthodox parish the role of the center of spiritual life of the population and especially young people, for which, in addition to church stuff there must work qualified social workers, youth leaders and teachers. As an incentive, the winners were offered the possibility of further education in the St. Tikhon Orthodox University, where since 2011 will open a special faculty, which will prepare such church social workers, youth leaders and teachers. The patriarch said that already in the work with young people in Moscow there are two centers for training of youth leaders - on the basis of the

Patriarch youth center of Danilov Monastery and on the basis of the initiative, "Faith and action", which is implemented jointly by the Moscow diocese, and the Division of Youth of the department of the Government of Moscow.

[On materials <http://www.patriarchia.ru/db/text/1138651.html>]

Thousands of students obliged to participate in Orthodox procession

RU11 – [E.L.] Moscow, 24 May 2010, According to media reports in the procession took part about 40 thousand people, among whom a significant portion were students of Moscow universities. The idea of participation itself is not bad, but the students were released from lectures at the university and under threatens of expulsion from the university were sent to the procession. It is obvious that such crude measures of influence instead of respect for the Orthodoxy among young people will only leave residue of frustration and anger, or, worse, mere indifference. It is worth noting that among the students was part of those who really takes party in Orthodox youth movements. Under the responsibility of the newly formed department of the Synod on the relationship between the Church and society Patriarch initiated the creation of special Council of Orthodox associations. It includes youth movements - "Faith and Deed", "The Orthodox corps", "Georgievtsy", as well as the Fund for the cadet corps, the Council of Orthodox Youth Organizations of Moscow, Interregional Association of Heritage, the Association of the military-patriotic clubs, Fellowship of Orthodox pathfinders, etc. The total number of young people, one way or another involved in the activities of the church youth structures amount to tens of thousands. One of the largest movements is "Faith and Deed", it is known that it arose on the basis of the same name of the annual forums held from 2007 in the Russian State Social University, headed by inchurched rector.

[cf. <http://www.interfax-religion.com/?act=news&div=7290> ; <http://www.portal-credo.ru/site/?act=news&id=78131&topic=657>]

Per gli ortodossi “deve cessare il monopolio culturale darwinista”

RU12 - «È tempo di porre fine al monopolio del darwinismo nelle scuole e all'idea sbagliata che la scienza in generale contraddica la religione. Queste opinioni dovrebbero essere lasciate al passato». Così, in una lezione ai funzionari del ministero degli Esteri russo - della quale l'agenzia Reuters ha diffuso una sintesi — il presidente del Dipartimento per le relazioni ecclesiastiche esterne del Patriarcato di Mosca, Ilarione, ha sottolineato che i dettami religiosi sulla creazione dovrebbero essere insegnati accanto alle teorie sull'evoluzione della specie. «La teoria di Darwin - ha detto il metropolita - resta una teoria. Ciò significa che essa dovrebbe essere insegnata ai bambini come una delle diverse teorie, ma essi dovrebbero sapere che ne esistono anche delle altre». Si tratta di una risposta indiretta al Partito liberaldemocratico (nazional-populista) che da tempo si oppone ai tentativi di includere l'insegnamento della religione nelle scuole, insinuando che il crescente potere della Chiesa ortodossa russa sta minando la costituzione laica del Paese. Anche Lyudmila Alexeyeva, storica esponente del movimento dissidente sovietico, si è detta contraria all'introduzione dei corsi religiosi nelle scuole, criticando le pressioni del Patriarcato di Mosca tese «a voler sostituire Darwin nei programmi nazionali», appunto con l'insegnamento della religione. La teoria di Charles Darwin sull'evoluzione delle specie ha creato divisioni anche negli Stati Uniti dove gruppi protestanti — scrive ancora la Reuters — promuovono il creazionismo, ovvero l'idea che Dio ha fatto il mondo come descritto nella Bibbia, e la teoria dell' *intelligent design* da parte di un creatore senza nome.

Lo Stato sovietico, ateo, usò Darwin per confutare i dettami religiosi. La teoria, che per i biologi offre una spiegazione verificabile di come le forme di vita si sviluppano attraverso la selezione naturale, ora è dominante nelle scuole russe, come del resto nei corsi di scienza di molti Paesi. Per Ilarione la teoria che una specie possa evolvere in un'altra non è mai stata provata. A scuola, ha affermato, «si dovrebbe poter conoscere anche il punto di vista religioso, la creazione del mondo, comune a tutte le fedi monoteiste». La sua lezione ai funzionari del ministero degli Esteri è stata dedicata a contrastare «il laicismo fanatico» dei liberali, ostile alla religione. Per questo, il presidente del Dipartimento per le relazioni ecclesiastiche esterne del Patriarcato di Mosca ha auspicato un dialogo con i laici moderati e la cooperazione con i cattolici contro «avversari comuni».

Il cristianesimo ortodosso è la confessione dominante in Russia, ma va sottolineato che circa il 70 per cento dei cittadini si definiscono non religiosi o addirittura atei. Folta la rappresentanza musulmana (oltre il 10% di una popolazione di 141 milioni di persone). Proprio quest'ultima ha chiesto che venga istituita una giornata nazionale che ricordi la venuta l'islam in Russia, dopo che il presidente della Repubblica, Dmitrij Medvedev, il 1° giugno 2010 ha firmato una legge che fa del 28 luglio una festa nazionale per commemorare il battesimo del principe di Kiev Vladimiro. «Una festa che riguarda tutti cittadini — ha commentato Ilarione — poiché è difficile immaginare la Russia senza quel battesimo».

(OR, 11.6.2010, p.6)

Teaching religion in state and municipal schools - an experiment 2009-2011

RU13 – [E.L.] Voronezh, June 2, 2010. As part of an experiment to introduce the teaching of religion in other 19 regions of Russia [see *EREnews* 2009/3 and 2010/1], Interregional Human Rights Group-Voronezh/Chernozem'e has published an annual Report on the statistics on parents' choice of a training module in 2009 at these regions.

Abbreviations: **FOC** - Fundamentals of Orthodox Culture; **FIC** - Fundamentals of Islamic culture; **FJC** - Fundamentals of Jewish culture; **FBC** - Fundamentals of Buddhist culture; **BWR** - The Basics of World Religions; **SE** - Secular ethics; **ND** - No data.

№	Region examined	FOC	FIC	FJC	FBC	BWR	SE	Source of information
1.	Republic Kalmykia	ND						
2.	Karachay Cherkessia Republic	33%	66%	-	-	-	-	http://www.smolgazeta.ru/daylynews/1766-blagodarn-aya-pastva-kirilla.html
3.	Udmurt Republic	ND						
4.	Chechen Republic	ND						
5.	Chuvash Republic	33%	1%	-	-	43%	23%	http://www.izvestia.ru/kazaa'article3135333'
6.	Kamchatskiy krai	ND						
7.	Krasnoyarskiy krai	26%	ND	ND	ND	24%	50%	http://www.interfax-russia.ru/Siberia/news.asp?id=53008-&sec=1671
8.	Stavropolskiy krai	33%	ND	ND	ND	ND	>50%	http://www.stpravda.ru/2009-1114/osnovy_religioznykh_kultur_i_svetskoy_etiki_budut_epodavat_sta_41005.html
9.	Vologda region	ND						
10.	Kaliningrad region	30%	-		-	10%	60%	http://www.smolgazeta.ru/daylynews/1766-blagodarn-aya-pastva-kirilla.html
11.	Kostroma region	ND						
12.	Kurgan region	20%	1%	-	<1%	18%		http://www.kurganobl.ru/78-75.html .
13.	Novosibirsk region	18%	<1%	ND	ND	15%		http://www.blagovest-info.ru/index.php?ss=2&s=3&iid=31154
14.	Penza region	ND						
15.	Sverdlovsk region	ND						
16.	Tambov region	55%	-	-	-	7%		http://www.smolgazeta.ru/aylynews/1766-blagodarnaya-pastva-kirilla.html
17.	Tver region	ND						
18.	Tomsk region	ND						
19.	Jewish Autonomous Region	ND						

[Based on the report published in <http://irhrg.ru/>]

UNITED KINGDOM / New guidance on Primary RE is "multi-faith mish-mash"

UK53 - Primary school children in England should learn about obscure world faiths and humanism in Religious Education, according to new Government guidance. Critics have attacked the recommendations as a "multi-faith mish-mash" and warned that they herald an approach focussed on trivial aspects of religious expression. All schools in England must teach RE, but it is not part of the National Curriculum. Instead, schools teach a syllabus developed at a local level in partnership with local authorities and faith groups. Faith schools can teach the syllabus in accordance with their own ethos. The

Government's new programme of learning and RE guidance documents are intended to "give local authorities and schools more ideas and support on how to develop their local RE curriculum". [cf. *EREnews* 2010/1, 10-11]. The programme is not mandatory, but most primary schools are expected to make use of it. In keeping with schools' current practice, the programme of learning prioritises teaching on Christianity and five other "principal religions": Islam, Judaism, Buddhism, Hinduism and Sikhism. However, for the first time it also recommends that children study "other religious traditions such as the Baha'i faith, Jainism, and Zoroastrianism, and secular world views, such as humanism". The programme covers all primary school stages. The youngest pupils are expected to "explore a range of religious and moral stories and sacred writings, and talk about their meanings".

Launching the new programme of learning, Schools Minister **Diana Johnson** MP said: "In 21st century Britain, it is vital that young people develop a good understanding of other people's beliefs, faiths and religions. "This means learning about Christianity and other religions like Islam, Hinduism and Judaism, but also considering other secular beliefs such as humanism and atheism."

However, critics have labelled the new approach a "multi-faith mish-mash". **Colin Hart**, director of The Christian Institute, said: "The idea of having multi-faith RE isn't new but they seem to be adding ever more religions to it. "There are now even things that aren't religions at all such as humanism. If humanism is added, why not political beliefs?" Earlier this month it was reported that thousands of pupils are not having Christian assemblies because their schools have applied for legal exemptions.

230 schools have been given so-called "determinations" which mean they do not have to give assemblies that are "wholly or mainly of a broadly Christian character". These schools have replaced the Christian assemblies with Islamic or 'multi-faith' assemblies.

Last year one exam board announced a new GCSE Religious Studies course which features coverage of Druidism, Rastafarianism and the "rise of atheism". The "groundbreaking" new Religion and Belief in Today's World course largely excludes the Bible and other religious texts. Instead, pupils study "community cohesion and valuing diversity" in order to help them "make sense of religion in the modern world". [www.christian.org.uk/news/, 25.06.2010].

Churches «must contribute to Europe's future»

UK54 - London, April 2010. The Church of England is calling for a debate over the nature of Europe, saying that Christian groups must contribute to the continent's future, *writes Isabel de Bertodano*. In a new document coinciding with the sixtieth anniversary of the Schuman Declaration, which led ultimately to the foundation of the European Union, the Church of England says that Christianity is essential to Europe. "Democracy, freedom and the rule of law are accepted values in Europe, because of the Church," it says. "Dialogue with the Churches is part of what makes Europe what it is in the present and for the future." The document points out that Robert Schuman was Catholic and that his 1950 declaration "was the political expression of the Christian values of forgiveness and reconciliation and the precursor to permanent peace". In the introduction to the document, the Bishop of Guildford, Christopher Hill, chairman of the House of Bishops' Europe Panel, says Europe is currently facing a "perfect storm" created by an ageing population, migration, climate change and the financial crisis.

The Churches are in a good position to contribute, the document claims, particularly in areas of conflict or political disagreement. "The Commission of Roman Catholic Bishops conferences of the European Union and the Conference of European Churches have worked extensively across the continent to strengthen relationships between the Churches and across political divides," it says. However, it also acknowledges that although most religions preach peace they can be part of the problem when it comes to war. "Religion, including the Christian Church, can only offer insights about world order on the basis of a recognition that it is itself caught up in the compromises and conflicts of humanity," says the document. It is written by Canon Dr Gary Wilton, the Church of England's representative to the EU Institutions and canon of the Pro-Cathedral church of Holy Trinity in Brussels. *The Tablet* 24 April 2010, 37.

“Il dialogo con i diversamente credenti deve cominciare dai banchi di scuola”

UK55 - Londra, 23.4.2010 – *La Conferenza dei vescovi cattolici d'Inghilterra e del Galles pubblica un corposo documento dottrinale sulla convivenza tra credenti di religioni diverse, dal titolo Incontrare Dio nell'amico e nello straniero. Riprende e sviluppa l'accoglienza dei "raggi di Verità" presenti nelle altre religioni, inaugurata dalla Nostra aetate del Vaticano II. Ridisegna il compito dell'evangelizzazione ma nelle mutate condizioni della diversità religiosa e quindi del dialogo con i diversamente credenti. La pratica del dialogo comincia fin dagli anni di scuola, e a questo scopo il documento riserva un ampio capitolo allo specifico compito educativo delle scuole cattoliche. Cf. l'intero documento in versione italiana in Regno-documenti 1.6.2010, 358-384, e nell'originale inglese in www.catholicchurch.org.uk.*

[...] **196.** Oggi si discute molto nella società sul valore e sullo scopo delle scuole dirette da comunità religiose. Alcuni le considerano divisive o elitistiche e vorrebbero chiuderle. Alcuni considerano il loro curriculum religioso troppo ristretto e vorrebbero ampliare ciò che esse offrono. Altri le stimano e apprezzano ciò che offrono, cercando un'educazione alla fede per i loro figli anche se non appartengono alla religione di coloro che dirigono la scuola. Noi, vescovi di Inghilterra e Galles, consideriamo le nostre scuole cattoliche parte essenziale della nostra missione non solo riguardo alla popolazione cattolica ma anche riguardo al modo in cui i cattolici interagiscono con le persone di altre religioni.

197. Nel settembre 2007, nel pubblicare una lettera pastorale sulle scuole cattoliche, spiegavamo e riaffermavamo la nostra visione dell'educazione cattolica e il nostro impegno a offrire le scuole cattoliche. Sottolineavamo anche il loro successo e il contributo che offrono alla società in generale.

198. Al tempo stesso, il governo ha emanato un'importante dichiarazione nella quale esprimeva il suo inequivocabile sostegno per le scuole di carattere religioso come parte vitale del sistema educativo in Inghilterra (e Galles). La dichiarazione, intitolata *Faith in the System*, è stata pubblicata con il pieno accordo dei gestori delle scuole di carattere religioso.

199. Sia la lettera pastorale sia *Faith in the System*, nonché precedenti documenti della Chiesa, riconoscono che le nostre scuole cattoliche non sono necessariamente formate da soli cattolici. In realtà, la natura delle nostre scuole è molto varia e spesso genitori di altre comunità religiose chiedono e ottengono posti in esse per i loro figli. Qualsiasi forma abbia ciascuna scuola particolare, noi crediamo che essa abbia un ruolo da svolgere nel dialogo interreligioso sia all'interno della scuola sia nella più ampia comunità in cui si trova.

200. Forse qui è utile ritornare alle definizioni del dialogo interreligioso che abbiamo presentato sopra in questo documento (nn.1-4). Dialoghi in profondità su questioni spirituali, teologiche o accademiche possono trovare posto in corsi di studio più avanzati nel curriculum dell'educazione religiosa, ma questo non sarà normalmente il punto di partenza per il dialogo religioso nelle nostre scuole.

201. Il miglior punto di partenza è la definizione di questo dialogo data da Giovanni Paolo II: «un modo di vivere in una relazione positiva con gli altri». Nelle nostre scuole noi cerchiamo di **educare tutti gli studenti di qualsiasi religione** a condurre una vita che integri le loro credenze con tutti gli altri aspetti di ciò che significa essere umani. Questo richiede, fra l'altro, che imparino a vivere accanto e insieme a persone che sono diverse da loro e hanno concezioni diverse dalle loro, comprese quelle religiose.

202. Nel settembre 2008 il Dipartimento per l'educazione cattolica della Conferenza dei vescovi ha pubblicato alcune **direttive specifiche per le scuole** sul modo in cui esse possono sviluppare questo approccio nei loro studenti. Intitolato *Catholic Schools, Children of Other Faiths and Community Cohesion: Cherishing Education for Human Growth*, il documento ha posto alla propria base un concetto espresso da Giovanni Paolo II e riaffermato da Benedetto XVI: «ecologia della crescita umana». Ciò significa che la scuola deve creare un clima nel quale gli studenti possano crescere e svilupparsi in sintonia con l'ambiente in cui Dio li ha collocati.

203. In realtà, questa «ecologia della crescita umana» consiste in una serie di «ecologie» interconnesse e ognuna di esse può essere presentata anche come una particolare forma di dialogo. Il documento descrive tre di queste ecologie: l'ecologia del vivere quotidiano (amare teneramente), l'ecologia della giustizia (agire giustamente), ecologia della fede e dell'esperienza religiosa (camminare umilmente).

204. Questo modello dell'ecologia corrisponde a un'altra descrizione nel dialogo interreligioso indicata sopra: sviluppare una mentalità che permetta alle persone di essere felici di vivere semplicemente come buoni vicini (n. 3).

205. Questa definizione comprende anche l'idea di imparare più specificamente delle cose riguardo a religioni particolari e al modo in cui i loro membri vivono. Questo approccio è rispecchiato dal curriculum dell'educazione religiosa offerto nelle nostre scuole, dai programmi di lavoro e dalla loro valutazione. Generalmente parlando, è descritto dall'approccio congiunto di **«conoscere» la religione e «imparare» dalla religione**. Gli studenti vengono incoraggiati non solo a conoscere dati riguardo ad altre religioni, ma anche a riflettere su di essi e a trarne insegnamenti. Questa è in se stessa una preziosa forma di dialogo.

206. Infine, dal punto di vista delle nostre definizioni, c'è la dichiarazione del 1984 dell'allora Segretariato per i non cristiani, secondo cui il dialogo «include tutte le relazioni interreligiose positive e costruttive con individui e comunità di altre fedi che sono finalizzate alla mutua comprensione e al reciproco arricchimento» (n.1). Questo trova una particolare risonanza in ciò che le nostre scuole fanno per **costruire e favorire la coesione della comunità** e che noi incoraggiamo a continuare.

207. In conclusione, le nostre scuole hanno un contributo importante da offrire al dialogo interreligioso, formando gli studenti a vivere in una società multireligiosa. La maggior parte dei cattolici non intraprenderà mai il dialogo interreligioso in un senso accademico o teologico formale, ma ogni cristiano o persona di altra religione è chiamato a partecipare al dialogo interreligioso per il semplice fatto di vivere in un mondo caratterizzato da molte religioni. Giorno dopo giorno noi condividiamo il mondo con persone che vivono e affermano le loro concezioni religiose con la stessa convinzione con cui noi viviamo e affermiamo le nostre. Le scuole cattoliche possono aiutarci a prepararci a vivere questo tempo del dialogo interreligioso

BREVI

BELGIQUE – Les députés interdisent le port du voile intégral musulman. Les députés ont voté, jeudi 29 avril 2010, un texte interdisant le port du voile islamique intégral dans tout l'espace public y compris dans la rue, faisant de leur pays le premier en Europe à franchir ce pas. Le texte a été adopté presque à l'unanimité moins deux abstentions. La loi ne parle pas ouvertement de burqa ou de niqab, mais prévoit que « les personnes qui se présenteront dans l'espace public le visage masqué ou dissimulé, en tout ou en partie, par un vêtement de manière telle qu'elles ne soient plus identifiables », seront punies d'une amende et/ou d'une peine de prison de un à sept jours.

DEUTSCHLAND – Schule muss Gebetsraum für Muslime organisieren. In Berlin hat ein Gymnasiast erfolgreich dafür geklagt, in seiner Schule die Möglichkeit zum täglichen Gebet zu erhalten. Der 16-jährige Muslim war mit diesem Anliegen bei der Schule auf taube Ohren gestoßen. Nun entschied das Berliner Verwaltungsgericht, dass ihm eine Gebetsstätte zur Verfügung gestellt werden muss. Ein Berliner Gymnasium muss nach einem Urteil des Verwaltungsgerichts muslimischen Schülern eine Gebetsstätte bereitstellen. Sie seien berechtigt, außerhalb der Unterrichtszeit einmal täglich in der Schule ihr islamisches Gebet zu verrichten, erklärte der Richter. Gegenstand des Verfahrens war die Klage eines inzwischen 16-jährigen Schülers des Diesterweg-Gymnasiums im Stadtteil Wedding. Er verlangte, zum Abhalten der vom Islam vorgeschriebenen Gebete in den Unterrichtspausen einen besonderen Raum nutzen zu können. Im vergangenen Jahr hatte das Verwaltungsgericht dem Antrag bereits in einem vorläufigen Rechtsschutzverfahren stattgeben. Zuvor hatte die Schule die Bitte des Schülers, täglich ein Gebet in der Schule verrichten zu können, zurückgewiesen und sich auf das Neutralitätsgebot in staatlichen Einrichtungen berufen. Im Klageverfahren holte dann die zuständige Kammer des Gerichts ein Gutachten eines Islamwissenschaftlers ein. Es sollte unter anderem die Verbindlichkeit des islamischen Gebets für in Deutschland lebende Muslime klären. [KNA]

FRANCE - L'historien des religions Michel Meslin est mort ce 12 avril. Né en 1926 à Paris, ce spécialiste d'anthropologie religieuse fut professeur et président de l'université de Paris-Sorbonne. Il créa et dirigea l'Institut de recherche pour l'études des religion. Auteur de nombreux livres sur les religions (notamment *Pour une science des religions* 1973, *Des mythes fondateurs pour notre humanité* 2007), il insista sur la dimension religieuse de l'homme.

FRANCE – Pas de voile islamique aux examens du Bac. Au moment où le Parlement français prépare une loi qui interdira le port public du burqa, une dizaine d'étudiantes lycéennes de Créteil (Paris-Sud) se sont présentées voilées à l'examen du Bac. N'ayant pas accepté l'invitation de se soumettre au règlement, elles n'ont pu soutenir l'écrit que dans une salle à part, séparées des garçons. Les litiges se sont reproduits les jours suivants, jusqu'à l'intervention du Ministère national, qui a tranché : « si l'étudiante qui se présente à l'examen appartient à un établissement public, elle est interdite de voile ».

KAZAKHSTAN. Textbook “propagandises intolerance, so it should be banned for use in schools”. Human rights defenders and religious communities remain highly concerned about a school religious studies textbook which, in the words of one local specialist, contains "aggressive, sometimes insulting and even offensive" language about some Kazakh religious communities. Among those who have expressed concern to Forum 18 News Service are Ahmadi Muslims, Protestant Christians, Hare Krishna devotees, Jehovah's Witnesses and the state Religious Affairs Committee. Human rights defenders have also expressed concern about the textbook's echoing of officials' rhetoric against freedom of religion or belief. The lead author of the textbook, Senator Garifolla Esim, claimed to Forum 18 that "I have not said anything negative about any of the officially registered religious groups". Numerous criticisms have been made of the textbook, *Introduction to Religious Studies*, one Kazakh expert bluntly stating that "the book propagandises intolerance, so it should be banned for use in schools". Senator Esim also told that he and fellow law-makers are working on a draft law similar to a previous draft severely restricting freedom of religion or belief. See full article http://www.forum18.org/Archive.php?article_id=1458.

KOSOVO. Manifestazione a Pristina per il velo islamico - Pristina, 19 giugno 2010 - La comunità di etnia albanese e di religione musulmana in Kosovo ha promosso una manifestazione nella città di Pristina per protestare contro la decisione delle autorità governative di vietare alle studentesse di indossare il tradizionale velo islamico, il niqab, nelle scuole pubbliche. Circa 5.000 persone hanno partecipato a una marcia che si è snodata per le strade della città fino a raggiungere la sede dell'Assemblea e del ministero della Pubblica Istruzione. I manifestanti, provenienti anche da diverse altre località, hanno chiesto alle autorità di ritirare il provvedimento che «discrimina i musulmani». Peraltro, per il loro rifiuto di togliersi il velo, ad alcune studentesse era stata applicata la sospensione dalle lezioni. La comunità ha annunciato che continuerà a promuovere altre proteste fino a quando alle studentesse non sarà consentito nuovamente d'indossare il velo. La manifestazione di ieri è stata accompagnata da diversi slogan come *Allah Akbar* (Dio è grande), oppure «basta alle discriminazioni». Le studentesse reclamano, dunque, il loro diritto all'osservanza e alla pratica della propria tradizione religiosa: «Il velo — ha sottolineato una giovane — fa parte del mio obbligo religioso. Io rispetto la mia religione, ma voglio anche poter proseguire i miei studi all'università». In Kosovo circa il 90 per cento della popolazione è musulmana. (OR, 20 giugno 2010)

RUSSIA will appear in the Strasbourg Court on the case of banning crucifixes in public schools. [E.L.] Ten countries are wishing to appear in Strasbourg on the case of banning the crucifixes in schools. For the first time in the history of the European Court of Human Rights (ECHR) ten member-countries (Russia, Armenia, Bulgaria, Greece, Cyprus, Lithuania, Malta, Monaco, San Marino, and Romania) want to take part in the process as a third party. They concern about banning of the crucifixes in public schools in Italy. The session of the ECHR on the issue will take place on the 30 of June. All these countries want to support Italy, which is appealing the decision of the court. The

status of the third party allows to other states to take part officially at the process as one of the parties and to apply to the court with written and oral submissions and statements. Against the decision of the ECHR have already protested some other countries - in particular, Poland and Austria. In addition, as a third party to the process have joined 12 non-governmental organizations. [Info Agency CNL-NEWS - <http://www.cnlnews.tv/2010/06/02/crucifixion>]

RUSSIA - Dagestan's controls on Islamic education. Legal provisions in the Russian North Caucasus republic of Dagestan restricting religious education are a major element in the near monopoly on Muslim public life enjoyed by the Spiritual Directorate of Muslims of Dagestan, Forum 18 News Service has found. Some local Muslims maintain that the restrictions prevent qualified people from teaching. "You might have a very well-educated imam returning from Syria or Egypt who is a classic convinced Shafi'i Muslim in line with Dagestan's tradition," Shamil Shikhaliyev, head of the Oriental Manuscripts Department at the Institute of History, Archaeology and Ethnography of the Dagestan branch of the Russian Academy of Sciences, told Forum 18. "But he won't get a position at a mosque because it is the unwritten law of the Directorate that anyone who studied abroad is Wahhabi and can't become an imam." One local human rights defender, Ziyautdin Uvaisov, has described how those disagreeing with the Directorate's line who have tried to study in its educational institutions usually ended up either leaving or being expelled. [Forum18 News Service, Oslo, 2 June 2010: www.forum18.org/]

RUSSIA - The draft of law, directed to legitimization of the teaching religiously oriented subjects at public schools is under consideration of the State Duma – [E.L.] Moscow, June 15, 2010. Draft of the Federal Law "On Amending the Federal Law "On Basic Guarantees of the Rights of the Child in the Russian Federation" and some legislative acts of the RF in order to guarantee the rights of children to proper education" was put forward to the State Duma in May 2010. Among other things, the draft provides for amendments to the Federal Law of 10 July 1992 № 3266-1 "On education". In particular, Article 9 is intended to be supplemented by paragraph 6.4 which contains the following: "6.4. At the part, formed by participants of the educational process, the federal state educational standards for basic general, secondary (full) general education, can be included a subject of the foundations of Orthodox, Christian, Muslim, Buddhist or Judaic culture, which are an integral part of the historical and cultural heritage of the nations of Russia .". In the memorandum it is explained that "the proposed draft of the federal law is a part of a package of draft laws prepared under the" Concept of State Policy for the spiritual and moral education of children in the Russian Federation and the protection of their morality." [<http://www.portal-credo.ru/site/?act=news&id=78290>]

SCHWEIZ – Imam-Ausbildung islamische Religionspädagogik und andere Aspekte des Islams in der Schweizer Öffentlichkeit. Forschungsergebnisse aus ausgewählten Projekten des Nationalen Forschungsprogramms „Religionsgemeinschaften, Staat und Gesellschaft“ (NFP 58), Juni 2010. Inhalt: Teil I – Imam-Ausbildung und islamische Religionspädagogik (s. 6-20). Teil II – Weitere Erkenntnisse zum Islam in der Schweiz (s. 22-33). www.nfp58.ch/files/downloads/NFP58_Themen.

OPINIONI

► In Kosovo, il vescovo cattolico mons. Dodë Gjegrii si è detto contrario alla richiesta della Comunità islamica di introdurre un corso di religione nelle scuole pubbliche. Un tale corso sarebbe pregiudizievole alla convivenza pacifica: la religione deve essere insegnata nelle chiese e nelle moschee, non a scuola, dove l'insegnamento dovrebbe limitarsi agli aspetti culturali e nazionali della coesistenza interreligiosa. Vescovi cattolici di altri paesi (dove i cattolici sono in maggioranza...) la pensano diversamente.

Alberto Lepori, già parlamentare a Berna, *Dialoghi* (Lugano), n. 210, febbraio 2010, p.14.

► Il caso del crocifisso nelle scuole italiane è stato discusso nel Parlamento europeo, ma non c'è l'intenzione di votare una risoluzione. Dobbiamo fare una distinzione tra la sostanza e la procedura. Per la sostanza, sono convinto che sia giusto mantenere la presenza del crocifisso, come ad es. accade in Polonia. Comunque, è sempre meglio che, in base al principio di sussidiarietà, tali questioni siano lasciate al livello nazionale, regionale o addirittura locale. Quanto alla procedura, voglio invece sottolineare che la Corte europea dei diritti umani (CEDU) non è un'istituzione dell'Unione europea. Il Parlamento dell'UE dovrebbe essere cauto nell'esprimere opinioni ufficiali sulle sentenze. Viviamo in una società di diritto. Mi risulta che il governo italiano abbia impugnato questa sentenza. Aspettiamo e vediamo quale sarà l'esito.

Jerzy Buzek, presidente dell'Europarlamento, *Avvenire* 15/4/2010, p.3.

► Il fondamentalismo ha un grande avvenire: mi riferisco a una forma di religiosità, che, nel migliore dei casi, non si interessa affatto del sapere, e nel peggiore considera che troppa cultura sia cosa nociva per l'uomo di fede. Il cristianesimo e l'islam hanno queste forme di fondamentalismo: dal salafismo musulmano all'evangelismo protestante.

Olivier Roy, intervistato da *Jesus*, Quella santa ignoranza, giugno 2010, p. 78-81.

► La Fifa vieta l'ora di religione. Alla conferenza stampa in vista della partita con l'Algeria chiedono a Wayne Rooney notizie sulla croce che porta al collo in allenamento. L'attaccante inglese racconta: "ce l'ho da quattro anni. Certo non posso metterla durante le partite. Sono cattolico, è la mia religione.". La risposta innesca un'altra domanda: A questo punto interviene Mark Whittle, capo delle relazioni pubbliche della Fifa, che fischia fuorigioco: "Qui non ci occupiamo di religione". Parliamo di schemi, di vuvuzela, di aria fritta, del campo che al mattino è gelato. Ma "we don't do religion". Va bene che il calcio è una religione laica. Ma pure Maradona invocò "la mano di Dio". E l'arcivescovo Tutu dice che le trombe dei tifosi sono "sacre". Perché la fede di Rooney deve essere tabù? Questa è la Fifa o la Securitate di Ceaucescu?

m.fa, *Corriere della sera*, 18.6.2010.

► La cosa più grave, nel nostro contesto multireligioso [in Libano], sarebbe un insegnamento religioso incentrato sulla fede in quanto fenomeno identitario anziché sulla fede in quanto apertura all'universale, con il risultato di alimentare lo spirito di gruppo e la politicizzazione della religione. L'insegnamento della religione oggi dovrebbe vigilare attentamente sulla strumentalizzazione della religione.

Antoine Messara, politologo libanese, membro del Consiglio costituzionale, *Avv.* 22.6.2010.

OSSERVATORIO BIBLIOGRAFICO

■ FRANÇOIS-XAVIER AMHERDT, FELIX MOSER, ANAND NAYAK, PAUL PHILIBERT (eds.), ***Le fait religieux et son enseignement. Des expériences aux modèles.*** Actes du Colloque de troisième cycle 2005 (textes actualisés - été 2009), Université de Fribourg Suisse et Université de Neuchâtel, avec la collaboration de Patrizia Conforti et Françoise Surdez, Academic Press Fribourg / Paulusverlag Freiburg Schweiz, 2009, p.366. - Le Colloque dont sont issus ces Actes a fait appel aux deux disciplines de la Science des religions et de la Théologie pratique. Les différentes contributions, mises à jour, ont été réparties dans le présent ouvrage en quatre parties. Elles concernent, selon des perspectives différentes, *la transmission scolaire du fait religieux*. La **première partie** se penche sur les phénomènes historiques et culturels qui ont amené l'Europe à l'impasse contemporaine. Que ce soit du point de vue historique, anthropologique, sociologique ou théologique, la « mise en perspective de l'expérience religieuse » conduit à la reconnaissance d'une situation pluraliste où tout citoyen, bon gré mal gré, se trouve effectivement plongé en des relations interculturelles et interreligieuses au sein de son propre pays. L'enseignement religieux dans le cadre scolaire se doit de relever ce défi. La **deuxième partie** fournit une série d'éclairages à partir d'applications diverses au niveau international (de l'Amérique du Nord à l'Europe de l'Est). Les expériences interpellent par leur diversité : soit l'enseignement de la religion dans un pays laïc depuis sa conception (USA), soit la transition opérée dans les écoles publiques du Canada francophone où la laïcisation des institutions officielles ces quarante dernières années se rapproche de très près du contexte culturel de la Suisse, soit l'enseignement de la religion dans deux pays qui demeurent largement dominés par un esprit catholique (l'Italie et l'Espagne), soit l'évolution de deux autres pays d'Europe où la sécularisation l'a emporté sur les anciens privilèges chrétiens (l'Allemagne et la Roumanie). La **troisième partie** du livre relève directement de la question du « fait religieux comme expérience » en Suisse. Les auteurs s'adressent à l'actualité de l'enseignement du bouddhisme, de l'islam, du judaïsme et des autres religions minoritaires à l'école, aussi bien qu'au sens du fait religieux et son enseignement dans le contexte du pluralisme religieux des écoles laïques. Quant à la **quatrième partie**, elle rend compte d'une session plus longue, du Colloque consacré aux problèmes théoriques et concrets rencontrés dans les divers cantons de Suisse romande. L'évolution en cours en Suisse alémanique a été aussi prise en compte en guise de comparaison. Cette session a permis de confronter les positions des responsables publics et celles des rédacteurs du matériel d'enseignement ; celles suscitées par les problèmes didactiques selon les différents degrés scolaires ; et celles des diverses situations cantonales à l'aide de quatre études de cas (deux cantons catholiques et deux à prédominance historique protestante). Le but poursuivi dans cette dernière session est de passer de la description des expériences et de la réflexion qu'elles inspirent à la définition de modèles qui pourraient donner un cadre plus articulé et systématique à la question centrale : comment enseigner le fait religieux en Romandie ? (d'après la présentation de l'éditeur : info@paulusedition.ch ; voir également une présentation plus détaillée dans « Lumen Vitae » 2010, n. 1, pp.87-94).

■ EDNAN ASLAN (Hg.), ***Islamische Erziehung in Europa / Islamic Education in Europe***, Boehlau Verlag, 2009, 552 seiten. - „Die Präsenz der MuslimInnen in Europa ist eine besondere Herausforderung für die hiesige Politik und die heutige Gesellschaft. Die steigende Zahl der MuslimInnen und der Moscheen in Europa, sowie nicht zuletzt die muslimischen Schülerinnen an den öffentlichen Schulen, stellen eine unvorhergesehene Herausforderung für Politik, Wirtschaft und Gesetzgebung dar. Für die MuslimInnen ihrerseits besteht die neuartige Erfahrung vor allem darin, als Minderheit in einer pluralistischen Gesellschaft zu leben und sich als Teil dieser Gesellschaft zu identifizieren und in ihr zu partizipieren. Unter den besonderen Bedingungen Europas kommt der Erziehung muslimischer Kinder im Prozess der Verheimatung in Europa eine besondere Bedeutung zu, damit die hier heranwachsenden MuslimInnen mit dieser neuen Heimat identisch verwachsen. Ohne das Gefühl einer inneren Verbundenheit, kann man der Gesellschaft nicht wirklich dienlich sein. Eine islamische Erziehung hat die Aufgabe den Kindern diesen Wandel deuten zu helfen, sodass eine europäische Identität in einer säkularen, pluralistischen Gesellschaft in einem offenen Dialog mit der eigenen Tradition möglich sein wird MuslimInnen haben die Aufgabe, den europäischen Kontext in ihre religiöse Erziehung zu integrieren und sich vom Rand der Gesellschaft in deren Mitte zu bewegen. Diese Publikation möchte die entstandenen vielfältigen Debatten in der islamischen Erziehung in Europa offenlegen und auf den

Wandel unter den MuslimInnen hinweisen, dass nämlich die MuslimInnen verstärkt auf die europäischen Werte Rücksicht nehmen und sich dementsprechend". <http://www.weltbild.de/3/15803106-1/buch/islamische-erziehung-in-europa.html>

■ OLIVIER BOBINEAU (ed.), **Former des Imams pour la République. L'exemple français**, préface d'Emile Poulat, CNRS éditions, Paris 2010, p. 158. L'ouvrage retrace la genèse, les grandes lignes d'une expérience exemplaire, fruit d'un partenariat inédit associant l'Etat, une institution catholique universitaire et la société civile musulmane. L'enjeu est de taille : offrir aux musulmans de France des acteurs, des médiateurs, capables de promouvoir et d'incarner les valeurs républicaines.

■ CARLOS ESTEBAN GARCÉS, **Protagonistas de la clase de religión**, "Cuadernos Fundación SM" n. 17, Madrid, pp.70. La Fundación SM ha hecho público este informe, un estudio que analiza la clase de religión más allá de la controversia mediática y que se basa en sus tres pilares: los profesores, los alumnos y sus familiares. El informe ha sido elaborado por el Instituto de Evaluación y Asesoramiento Idea y dirigido por Carlos Esteban Garcés, director desde hace más de 15 años de la revista "Religión y Escuela". Info: patriciacano@europapress.es

■ Generalitat de Catalunya-Departament de la Vicepresidència- Direcció general d'Afers Religiosos, **Cultura religiosa a l'escola. Jornades internacionals sobre una assignatura aconfessional**, edició a cura de Maria Forteza González i de Joan Gómez i Segalá, Barcelona 2008, pp. 116. (véase: [http://www20.gencat.cat/docs/Departament de la Vicepresidencia/arees%20Actuacio/DGAR/Recursos/](http://www20.gencat.cat/docs/Departament_de_la_Vicepresidencia/arees%20Actuacio/DGAR/Recursos/))

■ **Integrative Religious Education in Europe. A Study-of-Religions Approach**, by WANDA ALBERTS, De Gruyter, Berlin-New York 2007, p. 324. Product description by the Publisher: "This book is a contribution to the development of the young discipline of the didactics of the Study of Religions (Religionswissenschaft) in international perspective. Integrative religious education refers to education about different religions in classrooms with children of various religious and non-religious backgrounds. Cornerstones of recent debates about theory and methodology in the academic study of religions and in education are discussed in the first chapter. They form the basis of the following analysis and evaluation of current approaches to integrative religious education in Europe, with a special focus on England and Sweden. Particular attention is paid to the different underlying concepts of religion, education and ways of representing religious plurality in these approaches. A Building on a discussion of the current situation of teaching and learning about religions in schools in Europe in the context of wider cultural, social and political debates, the book concludes with the suggestion of a framework for integrative religious education in Europe, from a perspective that combines insights from the study of religions and education".

■ **International Handbook of Inter-religious Education**, Engebretson K, Souza M. Durka G., Gearon L. (eds.), Springer, 1st Edition 2010, xxxii, 1144 p. www.springer.com - Not yet published. Available : October 14, 2010. About this book (by "Editorial Reviews"): This Handbook has the potential to redress the distortion of information about particular religions, to add to understanding about what religions have in common, and to suggest how they can work together for justice and peace. In the present day there is a vital resurgence of interest in religions, with new movements emerging from long established religious traditions. There is also, around the world, a growing sense of the need to preserve indigenous religions, even when these have accommodated to imported traditions. The Handbook gives a voice to this resurgence of interest, and addresses inter-religious education from a range of religious viewpoints and contexts. The publication is very timely especially in light of the need for religions of the world to together contemplate and actively promote human rights, social justice and peace, for religions have a specific mandate for this.

■ PHILIP JENKINS, **Il Dio dell'Europa. Il cristianesimo e l'islam in un continente che cambia**, Emi, Bologna 2009, pp.416. L'A., noto storico britannico, docente negli USA, esamina le minacce che insidierebbero l'Occidente cristiano: la vetero-laicità mai morta, la globalizzazione, l'immigrazione, e ne valuta la consistenza per l'oggi e il domani dell'Europa. In base a informazioni documentate e ad analisi ponderate, l'A. ridimensiona allarmi e pregiudizi.

■ EUGENIO LECALDANO, ELMAR SALMANN, **Etica con Dio, etica senza Dio**, Ed. Forum, Udine 2009, pp. 56. Nel quadro delle "laicità europee", un filosofo e un teologo si confrontano su presupposti, implicanze, ricadute anche culturali ed educative, di due visioni dell'Etica, in sé plausibili, e che devono imparare ad essere anche socialmente compatibili.

■ FLAVIO PAJER, GIOVANNI FILORAMO, **Tante religioni un solo mondo. Pluralismi e convivenza**, Sei, Torino 2010, pp. 224 + Materiali e itinerari strutturati per il docente, pp.116. Strumento pensato per valorizzare la Materia alternativa nelle scuole secondarie di II grado. Sussidio d'appoggio anche per l'ora di religione. Non è una presentazione di singole religioni, ma una sequenza di itinerari didattici per capire il pluralismo e imparare a vivere nel pluralismo.

■ SECRETARIAT DE LA COMMISSION DES EPISCOPATS DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE (COMECE), **La liberté religieuse. Fondement de la Politique des Droits de l'Homme dans les relations extérieures de l'Union européenne**. Rapport aux Evêques de la COMECE, Bruxelles, Mai 2010, pp. 32, www.comece.eu - D'après la table des matières : 1. Les obligations et devoirs de l'UE en matière de protection et de promotion des droits de l'Homme – 2. La liberté religieuse dans la doctrine sociale de l'Eglise – 3. Violations du droit à la liberté religieuse et persécutions religieuses dans le monde – 4. La prise de conscience croissante de l'UE de l'importance du droit à la liberté religieuse (voir le paragraphe des Recommandations reproduit dans ce numéro).

EVENTS • APPUNTAMENTI

- TORONTO, Canada, 15-21 August 2010: XXth IAHR quinquennial World Congress on **Religion a human Phenomenon**. www.religion.utoronto.ca/resources/iahr/
- SAN GIMIGNANO, Siena, Italy, 26-30 agosto. XVII Summer School on Religions, by International Centre for Studies on Contemporary Religions: **Etica pubblica e religioni**. Info: gpicone@comune.sangimignano.si.it ; www.asfer.it.
- VALLETTA, Malta, 26-28 August 2010: Conference **New Perspectives on Religious and Spiritual Education** aims "to provide space for high quality research in religious and spiritual Education. Scholars are invited to present their current research and discuss their findings with a view to theory formation". <http://www.um.edu.mt/theology/earli>
- WINCHESTER, UK, 5 to 8 September 2010: Conference on **Interfaith & Social Change - engagements from the margins**. <http://www.fssconference.org.uk/2010/index.htm>
- OSLO, Norway, September 20. The Seminar "**Dialogue about Religion in the Classroom** for Primary school teachers will take place in Oslo, organised by the Centre for Studies of Holocaust and Religious Minorities and the EWC. www.theewc.org/
- UTRECHT, Netherlands, 13 to 15 October 2010: Conference on **Contesting religious Identities**. "The return of religion is ambiguous. How to understand the different roles religions play? The aim of the conference is to build on interdisciplinary insights to analyse the historical and cultural production of religious identities". <http://www.uu.nl/EN/faculties/Humanities/contestingreligiousidentities/>
- PRETORIA, South-Africa, 6-9 January 2011. "As the president of the *International Association for the Study of Youth Ministry* (D: internationaler Verein fur Forschungsfragen im Bereich der Jugendseelsorge), I invite you cordially to our international meeting next year from 6 till 9 January in Pretoria (South-Africa). This will be an excellent occasion to meet not only with colleagues worldwide, but also to get immersed in the vibrant world of church work with young people on the southern hemisphere. The cost of the conference is relatively low and what you will get back from reflections and exposure sessions will be incountable. If you want to contribute with a paper on developments in your country, do not hesitate to respond to the call. Think about it! More info can be found on www.iasym.net. "- Bert Roebben (Hubertus.roebben@telenet.be).
- VENICE, Italy, 2010-2011. L'Istituto di Studi Ecumenici S.Bernardino (Venezia) attiva, per l'a.a. 2010-11, due Master universitari di I livello su **Dialogo ecumenico** e su **Dialogo interreligioso**: A) Memoria ecumenica. Fonti e tradizioni del dialogo ecumenico e interreligioso; B) Dialogo interreligioso. Fondamenti teologico-antropologici e storico-giuridici del dialogo interreligioso. Info: sgarbossa.segreteria@isevenezia.it

EREnews

Attualità documenti opinioni sullo studio delle religioni e delle scienze delle religioni in Europa

Via Aurelia 476, I-00165 Roma, Italia, fpajer@lasalle.org

EREnews è un notiziario elettronico plurilingue, a periodicità trimestrale, inviato via e-mail a semplice richiesta personale. E' diffuso in permanenza e archiviato anche da diversi websites specializzati. Notizie, documenti e opinioni sono accreditati dalla fonte segnalata. La Redazione non risponde di eventuali inesattezze presenti alla fonte. Anche singoli destinatari di EREnews possono segnalare notizie e documenti relativi alla Religious Education dei propri Paesi, purché corredati della rispettiva fonte. Il materiale pubblicato viene riprodotto possibilmente nella sua lingua d'origine. E' consentita la stampa - integrale o parziale - del Notiziario solo per uso privato. L'iscrizione, come la cancellazione, sono libere e possono effettuarsi in qualsiasi momento dell'anno. Per chiedere la cancellazione, rilanciare il messaggio segnalando come oggetto: *cancellare dalla lista*. Dal 2010, a complemento di EREnews, è iniziata la redazione di **IRInews**, che si riserva di monitorare l'attualità italiana (per iscriversi: IRInews2010@gmail.com).

Periodicità trimestrale: marzo, giugno, settembre, dicembre

Questo numero 2010/2, 21 pagine pdf, è chiuso e inviato agli iscritti il 2 Luglio 2010

Hanno collaborato: John Felds (UK) - Marco Cesario (I) - Ekaterina Lagoda (Ru) - René Nouailhat (F)